



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs Par porteur ou par poste : Togo, France et autres Pays d'expression française ..... 90 frs Etranger : Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO  
B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 80 frs  
minimum ..... 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :  
minimum ..... 250 frs

Direction, Rédaction et Administration :  
Cabinet du Président de la République  
Téléphone 27-01 — LOME

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

### DECRETS

1968

- 23 déc. — Décret n° 68-214 autorisant et déclarant d'utilité publique et urgente la construction de quatre résidences destinées aux chefs d'Etat du Conseil de l'Entente à Lomé ..... 23
- 23 déc. — Décret n° 68-215 portant nomination des membres de la délégation spéciale de la circonscription de Sotouboua ..... 23
- 24 déc. — Décret n° 68-216 réglementant les relations financières avec l'étranger ..... 23
- 24 déc. — Décret n° 68-217 relatif au contrôle de la position en francs CFA et en devises des établissements bancaires et financiers vis-à-vis de l'étranger ..... 24

### ARRETES ET DECISIONS

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- Arrêté portant autorisation d'ouverture d'un dépôt de médicaments ..... 25

#### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

- Décisions portant mutations et affectations ..... 25

#### MINISTERE DE L'INTERIEUR

1968

- 18 déc. — Arrêté n° 86/INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1968 .. 25
- 27 déc. — Arrêté n° 90/INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1968 ..... 26
- Arrêtés et décisions portant réforme par mesure disciplinaire, agrément des membres du conseil d'administration de l'évêché de Sokodé, révocation et internements ..... 26

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1968

- 17 déc. — Arrêté n° 373/MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Amouzou Adolphe ..... 26
- 17 déc. — Arrêté n° 374/MFE/MF/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Attissogbé Amémoto Adolphe ..... 26
- 17 déc. — Arrêté n° 378/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Defaleouna Bawèla Paul ..... 27
- 17 déc. — Arrêté n° 379/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à M. Didiye Jean ..... 27
- 17 déc. — Arrêté n° 380/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Yola Aboudou ..... 27

17 déc. — Arrêté n° 381/MFE/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Pindra Félix .....	27
17 déc. — Arrêté n° 383/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Kpesso Paré .....	27
17 déc. — Arrêté n° 384/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tetera Louis .....	28
17 déc. — Arrêté n° 385/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Kola Gnana .....	28
17 déc. — Arrêté n° 386/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au soldat Dena Théophile .....	28
17 déc. — Arrêté n° 387/MFE/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Tadjité (dit Bassari) Boundjou .....	28
17 déc. — Arrêté n° 388/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Belignan Konkomba .....	28
17 déc. — Arrêté n° 389/MFE/MF/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Houessou Jean .....	29
17 déc. — Décision n° 735-D/MF/MEN accordant une subvention à la mission catholique du Togo ..	29
17 déc. — Décision n° 736-D/MF/MEN accordant une subvention à la mission évangélique du Togo.	30
17 déc. — Décision n° 737-D/MF/MEN accordant une subvention à la mission méthodiste du Togo ..	30
17 déc. — Décision n° 730-D/MFE/F portant autorisation de mandatement d'une somme au trésorier-payeur .....	30
17 déc. — Décision n° 733-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA)	30
20 déc. — Décision n° 739-D/MFE/FO portant autorisation de prélèvement d'une somme du compte hors budget « Produits de la Loterie Nationale » gestion 1968 .....	30
20 déc. — Décision n° 740-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au trésorier-payeur .....	30
20 déc. — Décision n° 746-D/MFE/F accordant une subvention exceptionnelle aux établissements primaires catholiques d'Atakpamé .....	30
24 déc. — Décision n° 752-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au secrétaire général de l'organisation de coordination et de coopération contre les grandes endémies.	30
24 déc. — Décision n° 753-D/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme en faveur du Programme des Nations Unies .....	31
24 déc. — Décision n° 755-D/MFE/F accordant une subvention à la caisse de compensation des prestations familiales et des accidents du travail du Togo .....	30
27 déc. — Arrêté n° 402/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite au gendarme Tétévi Dovi Jacob .....	29
27 déc. — Arrêté n° 403/MFE/MF/CR portant concession d'une pension militaire de retraite à l'adjudant-chef Da Silveira K. Emmanuel .....	29
27 déc. — Arrêté n° 404/MFE/MF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Folly Botsé Augustin .....	29

28 déc. — Décision n° 765-D/MFE/MF/FA portant désignation des membres de vérification d'encaisse	31
Arrêté n° 71/VP/MFEP/MF/CR du 5 février 1964 portant révision de la pension de retraite de M. Amedegnato Richard (rectificatif). .....	31
Arrêté n° 82/VP/MFEP/MF/CR du 5 février 1964 portant révision de la pension de retraite de M. Agbemebio Anani .....	31
Arrêté n° 540/VP/MFEP/MF/CR du 18 août 1965 portant révision de la pension de retraite de M. Azanledji Antoine (rectificatif). .....	32
Décision n° 436-D/MFE/F du 6 août 1968 portant autorisation de paiement d'une somme au chef de centre d'études et de recherches de la Kara de Soumdina (rectificatif). .....	31
Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, mise en débet, octroi d'allocation viagère et approbation de rôles .....	32

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décision portant nomination .....	34
-----------------------------------	----

#### MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN

1968

23 déc. — Arrêté n° 8/MCITP réglementant le prix de certaines chaussures .....	34
--	----

#### MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, titularisations, engagements, admissions aux divers concours professionnels, reprise de fonctions, changement de fonctions, rappel à l'activité, détachement, constatation d'absence, abaissement d'échelon, licenciements et révocation .....	35
---	----

#### MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1968

27 déc. — Arrêté interministériel n° 38/MTP/MFE portant fixation de redevances pour exploitation des carrières de graviers .....	37
28 déc. — Arrêté n° 39/MTP/PAL définissant les qualifications requises pour accéder à certains postes au Port Autonome de Lomé .....	38
30 déc. — Arrêté n° 40/MTP/PAL portant approbation du règlement intérieur du comité de direction du Port Autonome de Lomé .....	38
30 déc. — Arrêté n° 41/MTP/PAL portant approbation du règlement intérieur du conseil d'administration du Port Autonome de Lomé .....	40

#### MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

Décisions portant nomination et affectation .....	43
---	----

### DIVERS

#### INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DU BENIN

1968

16 déc. — Décision n° 468/D/IESB/EDL fixant les dates des congés universitaires de l'année universitaire 1968-1969 pour l'école des lettres de Lomé .....	43
---	----

**TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION****MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**

1968

- 31 déc. — Circulaire n° 25/MFE relative aux comptes étrangers en francs et dossiers étrangers de valeurs mobilières ..... 43
- 31 déc. — Circulaire n° 26/MFE relative à la domiciliation des exportations sur l'étranger et contrôle du rapatriement de leur produit ..... 45
- 31 déc. — Circulaire n° 27/MFE relative à la domiciliation bancaire des opérations d'importation et paiement des marchandises étrangères importées au Togo ..... 50
- 31 déc. — Circulaire n° 28/MFE relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger .... 54

**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

- Conservation de la propriété foncière (*Avis de bornage*) ... 55
- Récépissé de déclaration d'association (*Miroir du monde*) .. 55
- Avis nécrologique ..... 55

**PARTIE OFFICIELLE****ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS****D E C R E T S**

*DECRET N° 68-214 du 23-12-68 autorisant et déclarant d'utilité publique et urgente la construction de quatre résidences destinées aux chefs d'Etat du Conseil de l'Entente à Lomé.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu les ordonnances n° 1 et 2 du 14 janvier 1967;  
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;  
Vu la décision prise par les chefs d'Etat du Conseil de l'Entente lors de leur réunion à Lomé les 29 et 30 mai 1968 de faire construire des résidences dans cette ville à leur usage;  
Vu le décret n° 45-2016 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique;  
Vu l'urgence;  
Le conseil des ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier. — Est autorisée et déclarée d'utilité publique et urgente la construction à Lomé de quatre résidences destinées aux chefs d'Etat du Conseil de l'Entente.

Art. 2 — Le ministre des finances et de l'économie est habilité à prendre par voie d'arrêté les décisions qui s'imposent pour la réalisation du projet.

Art. 3 — Il est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Lomé, le 23 décembre 1968

Général E. Eyadéma

*DECRET N° 68-215 du 23-12-68 portant nomination des membres de la délégation spéciale de la circonscription de Sotouboua.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;  
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;  
Vu l'ordonnance n° 4 du 27 janvier 1967 portant dissolution des conseils de circonscription;  
Vu le décret n° 67-141 du 10 juillet 1967 portant création et attributions des délégations spéciales de circonscription;  
Vu le décret n° 67-144 du 10 juillet portant nomination des membres des délégations spéciales de circonscription;  
Vu l'ordonnance n° 5 du 26 janvier 1968 portant création de la circonscription administrative de Sotouboua;  
Sur proposition du ministre de l'intérieur;  
Le conseil de ministres entendu,

**D E C R E T E :**

Article premier — Sont nommées membres de la délégation spéciale de la circonscription de Sotouboua les personnes dont les noms suivent :

Bini Touhadem  
Ouro-Agoro Boukari Alassani  
Gnakouafre César.

Art. 2 — Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1968

Général E. Eyadéma

*DECRET N° 68-216 du 24 décembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

- Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie;  
Vu la loi n° 63-10 du 6 novembre 1963 autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 10 juillet 1963 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République française;  
Vu la loi n° 63-16 du 21 novembre 1963 autorisant l'adhésion de la République togolaise au traité instituant une Union Monétaire Ouest Africaine et l'accord de coopération entre la République française et les Etats Membres de l'Union Monétaire, signés le 12 mai 1962;  
Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant réglementation du crédit et organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant;  
Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger;  
Vu le décret n° 67-135 du 28 juin 1967 relatif à certaines opérations financières avec l'étranger;  
Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre le Togo et l'étranger ou, au Togo, entre un résident et un non-résident ne peuvent, sauf autorisation préalable du ministre des finances et de l'économie être effectués que par l'entremise de la Banque Centrale, de l'administration des postes et télécommunications ou d'une banque agréée en qualité d'intermédiaire par le ministre des finances et de l'économie.

Art. 2 — Les intermédiaires agréés sont chargés de veiller sous leur responsabilité au respect des prescriptions édictées par le présent décret et les textes pris pour son application, en ce qui concerne les opérations effectuées par leur entremise ou placées sous leur contrôle.

L'agrément d'un intermédiaire est révocable à tout moment.

Art. 3 — Sont prohibés, sauf autorisation du ministre des finances et de l'économie, tous transferts ou opérations de change au Togo tendant à la constitution par un résident d'avoirs à l'étranger ou à la détention au Togo par un résident de moyens de paiement sur l'étranger.

Art. 4 — Sont soumis à autorisation préalable du ministre des finances et de l'économie les règlements ou transferts de toute nature effectués par un résident soit à destination de l'étranger, soit au Togo au bénéfice d'un non-résident.

Art. 5 — Sont prohibées, sauf autorisation préalable du ministre des finances et de l'économie l'importation et l'exportation de moyens de paiements (billets, chèques, effets) ainsi que de valeurs mobilières.

L'importation et l'exportation de l'or sont soumises à autorisation préalable du ministre des finances et de l'économie.

Art. 6 — Les résidents sont tenus de procéder au rapatriement et, le cas échéant, à la cession sur le marché des changes de toutes créances sur l'étranger ou sur un non-résident nées de l'exportation de marchandises, de la rémunération de services et, d'une manière générale, de tous les revenus ou produits encaissés à l'étranger ou versés par un non-résident.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables aux créances nées antérieurement à la date de publication du présent décret.

Art. 7 — Les valeurs mobilières étrangères, les devises étrangères, ainsi que tous titres représentatifs d'une créance sur l'étranger détenus au Togo, doivent être déposés chez un intermédiaire habilité par le ministre des finances et de l'économie, que ces avoirs appartiennent à un résident ou à un non-résident.

Art. 8 — Les autorisations préalables visées aux articles 3, 4 et 5 ci-dessus feront l'objet de décisions générales ou particulières du ministre des finances et de l'économie qui pourra déléguer son pouvoir d'autorisa-

tion soit à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, soit aux intermédiaires agréés par lui.

Art. 9 — Les conditions dans lesquelles pourront être réalisés les opérations de change et les transferts à destination de l'étranger ou les paiements au Togo au profit d'un non-résident, ainsi que le régime des comptes et dossiers de valeurs mobilières ouverts au Togo au nom de non-résident, seront déterminées par voie d'arrêtés du ministre des finances et de l'économie.

Art. 10 — Les importateurs et les exportateurs de marchandises sont tenus de domicilier leurs opérations d'importation ou d'exportation auprès des intermédiaires agréés.

Art. 11 — Sont suspendues, dans la mesure où elles sont contraires à celles du présent décret, les dispositions du décret n° 67-135 du 28 juin 1967 relatif à certaines opérations avec l'étranger.

Art. 12 — Les modalités d'application du présent décret feront l'objet d'arrêtés du ministre des finances et de l'économie.

Art. 13 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise et qui, vu l'urgence, entrera immédiatement en vigueur.

Lomé, le 24 décembre 1968

Général E. Eyadéma

*DECRET N° 68-217 du 24 décembre 1968 relatif au contrôle de la position en francs CFA et en devises des établissements bancaires et financiers vis-à-vis de l'étranger.*

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;

Vu la loi n° 63-16 du 21 novembre 1963 autorisant l'adhésion de la République togolaise au traité instituant une Union Monétaire Ouest Africaine et l'accord de coopération entre la République française et les Etats membres de l'Union Monétaire, signés le 12 mai 1962 ;

Vu la loi n° 65-14 du 21 juillet 1965 portant réglementation du crédit et organisation de la profession bancaire ;

Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

Article premier — Les créances en francs CFA et en toutes autres devises que les établissements bancaires et financiers établis au Togo détiennent sur l'étranger et les engagements en francs CFA et en toutes autres devises qu'ils ont à l'égard de l'étranger sont soumis au contrôle du ministre des finances et de l'économie.

Art. 2 — Le ministre des finances et de l'économie peut déléguer son pouvoir de contrôle à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest qui l'exercera par voie d'instructions aux banques et établissements financiers.

Art. 3 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 24 décembre 1968

Gal. E. Eyadéma

## ARRETES ET DECISIONS

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### Dépôt de médicaments

N° 177-PR-MSP du 24-12-68 — M. Anickah Y. Godwin, demeurant à Lomé, est autorisé dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957 à ouvrir à Totsi-Gbove, (circonscription administrative de Lomé) un dépôt de remèdes officinaux de drogues simples, non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets sus-visés.

Gérant du dépôt : M. Anickah Y. Godwin.

### MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

#### Mutations — Affectation

N° 24-D-MAE du 12-12-68 — Les fonctionnaires dont les noms suivent en service au département du ministère des affaires étrangères reçoivent les affectations suivantes :

M. Pierre Kuévidjen, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique togolaise, précédemment deuxième secrétaire à l'ambassade de la République togolaise à Bonn (Allemagne Fédérale) est rappelé à l'administration centrale du département des affaires étrangères à Lomé.

M. Simon Kossi, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, précédemment en service à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères à Lomé (division des affaires administratives et de coopérations culturelles) est affecté à Bonn (Allemagne Fédérale) en qualité d'attaché d'ambassade en remplacement de M. Pierre Kuévidjen qui rejoint l'administration centrale.

M. Sossah Cosme, agent permanent hors catégorie, précédemment chef du service de la comptabilité à l'administration centrale du ministère des affaires étrangères à Lomé est affecté à l'ambassade du Togo à Lagos (République du Nigeria) en qualité de chancelier chargé des questions financières et comptables, en remplacement de M. Emmanuel Tsatsu, muté à Paris.

M. Evoda Kodjo Jean, comptable décisionnaire au salaire mensuel de vingt cinq mille francs (25.000) CFA, chancelier chargé des questions financières et comptables à l'Ambassade du Togo à Washington est muté à Bonn (Allemagne Fédérale) en qualité d'aide comptable.

Les émoluments des intéressés seront supportés par le budget général — chapitre 12, article 2 en ce qui concerne M. Kuévidjen, article 7 quant aux traitements de MM. Kossi Simon et Evoda et article 8 quant à M. Sossah.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 25-D-MAE du 13-12-68 — Mlle Modeste Aline Lassey, secrétaire sténo-dactylographe permanente de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, précédemment en service au ministère des affaires étrangères (cabinet) est affectée à la représentation permanente du Togo auprès de la C.E.E. à Bruxelles en qualité de secrétaire de chancellerie.

Les émoluments de l'intéressée seront supportés par le budget général — exercice 1969 — chapitre 12, article 5.

La présente décision prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 26-D-MAE du 13-12-68 — Mlle Liliane Agbodjan, secrétaire dactylographe de 4<sup>e</sup> catégorie échelle A, précédemment en service au ministère des affaires étrangères (cabinet) est affectée à l'ambassade de la République togolaise à Accra (Ghana) en qualité de secrétaire de chancellerie en remplacement de M. Djafon Constantin appelé à d'autres fonctions.

M. Constantin Djafon, agent permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, secrétaire de chancellerie à l'ambassade de la République togolaise à Accra (Ghana) est appelé à l'administration centrale du département des affaires étrangères à Lomé.

Les émoluments des intéressés seront supportés par le budget général, exercice 1969 — chapitre 12, article 2 en ce qui concerne M. Djafon et article 9 quant à Mlle Agbodjan.

La présente décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

### MINISTERE DE L'INTERIEUR

#### Annulations et ouvertures de crédits

N° 86-INT-STCS du 18-12-68 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1968 :

Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires

Article 3 — Travaux d'intérêt économique et social 500.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1968 :

**Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (matériel)**

Article 1 — Voirie municipale, entretien des rues etc. . . . . 500.000

N° 90-INT-STCS du 27-12-68 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1968 :

**Chapitre VII — Services sociaux (personnel).**

Article 3 — Dispensaires . . . . . 24.044

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Tabligbo, exercice 1968 :

**Chapitre II — Service d'administration régionale (personnel)**

Article 1 — Salaire du personnel de bureau titulaire . . . . . 4.044

**Chapitre III — Service d'administration régionale (matériel)**

Article 5 — Frais postaux . . . . . 20.000

24.044

**Réforme par mesure disciplinaire**

N° 84-INT-CGC du 26-12-68 — A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, le gardien de circonscription de 2<sup>e</sup> classe Roland Roger, m<sup>le</sup> 253, en service au détachement de Lomé, est réformé par mesure disciplinaire pour « mauvaise manière de servir ».

La gratuité de transport pour rejoindre ses foyers est accordée à l'intéressé qui sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter de la même date.

**Membres du conseil d'administration de l'évêché de Sokodé**

N° 89-INT-APA du 26-12-68 — Sont agréés comme membres du nouveau conseil d'administration chargé de la gestion des biens de l'évêché de Sokodé les missionnaires dont les noms suivent :

Monseigneur Chrétien Bakpessi	Président
Abbé Agaté Clément	Membres
Abbé Alou Patrice	
Abbé Ouradéi Nicolas	
Abbé Talakaéna Ignace	

**Révocation**

N° 88-INT-STCS du 23-12-68 — M. Kaba Komlan, gardien de la paix de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon n° m<sup>le</sup> 304, précédemment en service au commissariat central de Lomé, condamné à une année d'emprisonnement pour

complicité d'escroquerie par jugement n° 241 en date du 17 avril 1968 du tribunal correctionnel de Lomé, est révoqué de ses fonctions.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 13 juillet 1967, date de son incarcération.

**Internements**

N° 83-D-INT-APA du 26-12-68 — Est prononcé l'internement à l'hôpital spécial de Zébé (circonscription d'Anécho) du nommé Edoh Dick Augustin, atteint de troubles mentaux.

N° 85-D-INT-APA du 28-12-68 — Est prononcé l'internement à l'hôpital spécial de Zébé (circonscription d'Anécho) du nommé Avodé Komlanvi, atteint de troubles mentaux.

**MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE**

**Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin**

N° 373-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est accordé à M. Amouzou Adolphe, adjoint administratif principal de C.E. du personnel de l'administration générale du Togo en retraite, une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale trois cent dix huit mille deux cent trente six (318.236) francs l'an au titre de ses enfants du 1<sup>er</sup> au 3<sup>e</sup> rang ci-après dénommés :

Séraphin, né le 15 avril 1934

Delphine, née le 3 août 1940

Vinolija, née le 27 septembre 1948.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente et un mille huit cent vingt quatre (31.824) frs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.

N° 374-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Attissogbe Amémoto Adolphe, mécanicien principal 1<sup>er</sup> échelon des CFT. en retraite est porté de 15 à 20% de sa pension principale cent quarante mille sept cent quatre vingt quatre (140.784) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968 au titre de son enfant Seth Comla, né le 20 septembre 1952.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt huit mille cent cinquante six (28.156) francs pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.



N° 378-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 31%) au montant annuel de quarante huit mille cent douze (48.112) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Defaleouna Bawèla Paul, gendarme adjoint de 2<sup>e</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon n° mle 087 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 380) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> novembre 1968.

M. Defaleouna Bawèla Paul pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

François, né le 3 octobre 1959  
 Ida, née le 8 avril 1962  
 Philomène, née le 9 juin 1962  
 Jérôme, né le 25 septembre 1964  
 Firmin, né le 26 septembre 1964  
 Thomas, né le 29 décembre 1966.

N° 379-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cent quatorze mille cent quarante huit (114.148) francs payable comme suit :

— quatre vingt et un mille six cent quatre vingt quatorze (81.694) francs cfa sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1962 ;

— trente deux mille quatre cent cinquante six (32.456) francs cfa sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 à M. Didiye Jean, sergent de 5<sup>e</sup> échelon n° mle 87503 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 650) admis à la retraite.

M. Didiye Jean pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Séverin, né vers 1950  
 Claire, née le 2 juillet 1956  
 Jean, né le 26 février 1958  
 Léontine, née le 20 octobre 1961  
 Toussaint, né le 30 octobre 1961  
 Marcellin, né le 23 février 1966  
 Bernardine, née le 8 mars 1966.

N° 380-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 31%) au montant annuel de cinquante trois mille cent soixante seize (53.176) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yola Aboudou, soldat de 1<sup>re</sup> classe n° mle 14060 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> août 1966.

M. Yola Aboudou pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> août 1966 sur justification de ses droits, au bé-

néfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Ouapo, née en 1951  
 Adjoavi, née le 13 décembre 1954  
 Paul, né le 25 janvier 1958  
 Thérèse, née le 14 octobre 1962  
 Martin, né le 3 août 1965  
 Nestor, né le 26 février 1966.

N° 381-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Pindra Dovi Francisca (née Koami)

Pindra Latré Tintivi Francisca (née Lawson) épouses de M. Pindra Félix, commis principal de classe exceptionnelle des SAFC du Togo (indice 1.053, pourcentage 67%) en retraite décédé le 11 mars 1968, une pension de veuve au taux annuel de soixante douze mille trente six (72.036) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe II de la loi n° 63.18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Pindra Dovi Francisca (née Koami) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants désignés ci-après :

Anoufou, née le 10 août 1937  
 Zam-Zam, née le 5 mars 1941  
 Arifi, né le 15 octobre 1944  
 Ahanouhou, né le 27 mars 1948.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à dix mille huit cent huit (10.808) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt huit mille huit cent seize (28.816) francs pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1968 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Ahanouhou, né le 27 mars 1948  
 Salmanou, né le 9 avril 1952  
 Maniyatou, née le 9 avril 1952  
 Baratou Lai, née le 21 mai 1955  
 Souafiyou, né le 26 novembre 1958  
 Kamilou, né le 24 septembre 1961  
 Aminatou Lai, née le 25 novembre 1964.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Pindra François, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 383-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 37%) au montant annuel de soixante trois mille quatre cent soixante huit (63.468) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kpesso Paré, soldat de 1<sup>re</sup>

classe n° mle 18603 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1968.

M. Kpesso Paré pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 2<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Noël, né le 25 décembre 1957

Essièkessa, né le 17 juillet 1966.

N° 384-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de quarante sept mille quatre cent seize (47.416) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tétéra Louis, préposé 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 270) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1968.

M. Tétéra Louis pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Eugénie, née le 10 mars 1953

Flora, née le 12 décembre 1954

Josephat, née le 19 juin 1955

Christiana, née le 5 juin 1956

Paul, né le 24 juillet 1957

Komi, né le 24 janvier 1959

Ephraïm, né le 8 mai 1961

Aaron, né le 9 juin 1961.

N° 385-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 33%) au montant annuel de cinquante six mille six cent quatre (56.604) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kola Gnana, soldat de 1<sup>re</sup> classe n° mle 18834 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1968.

M. Kola Gnana pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Antoine, né vers 1951

Essohame, né le 16 novembre 1957

Henriette, née le 16 juillet 1961

Monique, née le 3 mai 1962

Kossiwa, née le 23 février 1964

Jean Baptiste, né le 24 juin 1966

Casimir, né le 4 mars 1967

Cosme, né le 31 janvier 1968

Damien, né le 31 janvier 1968.

N° 386-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 34%) au montant annuel de cinquante huit mille trois cent vingt (58.320) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Déna Théophile, soldat de 1<sup>re</sup> classe n° mle 18821 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1968.

M. Déna Théophile pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Jérenima, née le 30 septembre 1956

Pascal, né le 8 avril 1958

Comlan, né le 28 février 1961

Elisabeth, née le 19 novembre 1963

• Lactéma, né le 6 janvier 1965

Jeanne, née le 2 janvier 1967.

N° 387-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Tadjite Massakoura (née Kassissa) épouse de M. Tadjité (dit Bassari) Boundjou, ouvrier hors classe des travaux publics en retraite (indice 678, pourcentage 70%) décédé le 15 septembre 1967, une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt seize mille neuf cent seize (96.916) francs pour compter du 16 novembre 1967.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à dix neuf mille trois cent quatre vingt quatre (19.384) francs l'an pour compter du 16 novembre 1967 à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Madjome, né le 30 juin 1948

Akouavi, née le 5 septembre 1951

Laboupou, née le 1<sup>er</sup> juin 1953

Antoinette, née le 10 août 1956

Kossi, né le 17 septembre 1956

Martine, née le 17 avril 1962.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Tante Mathias Issaka, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

N° 388-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 72%) au montant annuel de cent quarante neuf mille neuf cent soixante quatre (149.964) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Belignan Konkomba, brigadier 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1968.



M. Belignan Konkomba pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1968 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 9<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Aimée, née le 21 avril 1949  
 Yawavi, née le 2 janvier 1952  
 Atiwa, née le 24 juillet 1953  
 Gaspard, né le 20 avril 1954  
 Nadam, né le 20 mai 1957  
 Angelle, née le 1<sup>er</sup> juin 1960  
 Ayao, né le 9 janvier 1963  
 Claude, né le 17 novembre 1963  
 Monica, née le 4 mai 1966.

N° 389-MFE-MF-CR du 17-12-68 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Houessou Hélène Ayélévi (née Akakpo) épouse de M. Houessou Jean, adjoint administratif principal 3<sup>e</sup> échelon en retraite (indice 1.000, pourcentage 70%) décédé le 20 juillet 1968, une pension de veuve au taux annuel de cent quarante deux mille neuf cent quarante (142.940) francs pour compter du 1<sup>er</sup> août 1968.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt huit mille six cents (28.600) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> août 1968, à chacun des orphelins mineurs ci-après désignés :

Francine, née le 7 novembre 1948  
 Hyppolyte, né le 10 août 1952  
 Marie-Madeleine, née le 1<sup>er</sup> juillet 1955  
 Alexandre, né le 17 octobre 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de Mme veuve Houessou Hélène Ayélévi (née Akakpo) administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

N° 402-MFE-MF-CR du 27-12-68 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 32%) au montant annuel de quarante neuf mille six cent soixante quatre (49.664) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tetevi Dovi Jacob, gendarme adjoint de 2<sup>e</sup> classe n° mle 092 du corps du personnel de la gendarmerie nationale (indice 380) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> décembre 1968.

M. Tetevi Dovi Jacob pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 4<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Jeanne, née le 4 août 1958  
 Lazare, né le 14 décembre 1959  
 Viviane, née le 5 juillet 1963  
 Anyonko, née le 23 août 1967.

N° 403-MFE-MF-CR du 27-12-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 47%) au montant annuel de deux cent onze mille cent quarante quatre (211.144) francs payable comme suit :

— cent soixante sept mille neuf cent trente quatre (167.934) francs cfa sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1962.

— quarante trois mille deux cent douze (43.212) francs cfa sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 à M. Da Silveira K. Emmanuel, adjudant-chef 2<sup>e</sup> échelon n° mle 82085 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1.100) admis à la retraite.

M. Da Silveira K. Emmanuel pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 10<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Juliette, née le 9 juin 1953  
 Séraphin, né le 11 octobre 1954  
 François, né le 3 décembre 1954  
 Odette, née le 11 août 1956  
 Jean Marcel, né le 31 janvier 1958  
 Antoinette, née le 29 octobre 1961  
 Léontine, née le 21 avril 1963  
 Marguerite, née le 11 juin 1965  
 Clément, né le 23 novembre 1966  
 • Basilia, née le 2 janvier 1967.

N° 404-MFE-MF-CR du 27-12-68 — Une pension proportionnelle (pourcentage 55%) au montant annuel de cent vingt trois mille cinq cent quarante quatre (123.544) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Folly Botsoé Augustin, brigadier chef 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1968.

M. Folly Botsoé Augustin pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Josephine, née le 28 août 1950  
 Antoinette, née le 13 juin 1951  
 Virginie, née le 3 février 1953  
 Pierre, né le 9 avril 1955  
 Paul, né le 9 avril 1955  
 Séverine, née le 7 février 1956  
 Agnès, née le 26 février 1957  
 Jacques, né le 31 juillet 1959  
 Yolande, née le 17 décembre 1963  
 Faustine, née le 15 février 1967.

### Subventions

N° 735-D-MF-MEN du 17-12-68 — Une subvention de 3.306.666 CFA (trois millions trois cent six mille six cent soixante-six cfa) est accordée à la mission catholique du Togo pour servir de paiement des allocations

pour nourriture, habillement et fournitures scolaires des élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période d'octobre-novembre et décembre 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 736-D-MF-MEN du 17-12-68 — Une subvention de 546.666 CFA (cinq cent quarante-six mille six cent soixante-six cfa) est accordée à la mission évangélique du Togo pour servir de paiement des allocations pour nourriture, habillement et fournitures scolaires des élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période d'octobre-novembre et décembre 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 737-D-MF-MEN du 17-12-68 — Une subvention de 120.000 CFA (cent vingt mille cfa) est accordée à la mission méthodiste du Togo pour servir de paiement des allocations pour nourriture, habillement et fournitures scolaires des élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période d'octobre-novembre et décembre 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 42, article 1, paragraphe 1.

N° 746-D-MFE-F du 20-12-68 — Est accordée à titre exceptionnel, une subvention de un million trois cent mille (1.300.000) francs aux établissements primaires catholiques du Diocèse d'Atakpamé.

Le montant de ladite subvention sera mandaté au nom de l'Abbé Fidèle Blewussi, directeur diocésain de l'enseignement privé catholique à Atakpamé.

La dépense, imputable au budget général, chapitre 41, article 2, exercice 1968 sera régularisée lors d'un prochain collectif 1968.

N° 755-D-MFE-F du 24-12-68 — Une subvention complémentaire de vingt millions (20.000.000) de francs est accordée à la Caisse de Compensation des Prestations Familiales et des Accidents du Travail du Togo, compte n° 005 UTB — Lomé au titre de l'année 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 41, article 7.

### Autorisations de paiement

N° 730-D-MFE-F du 17-12-68 — Est autorisé le mandatement au nom du trésorier-payeur, de la somme de un million (1.000.000) de francs en régularisation du versement anticipé effectué au profit de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B.I.R.D.), par l'intermédiaire de la B.C.E.A.O. — Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 36, article 6.

N° 733-D-MFE-F du 17-12-68 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), compte n° 9.270.142 UTB — Lomé, de la somme de six millions neuf cent mille (6.900.000) francs CFA en application des dispositions de l'article 4 de la convention du 28 avril 1965 passée entre la République togolaise et l'ASECNA pour l'équipement radioélectrique des aéro-dromes de Sokodé et Mango.

La dépense, imputable au budget d'investissement 1968, chapitre 8, article 2, paragraphe 6, rubrique a, sera régularisée lors d'un prochain collectif exercice 1968.

N° 739-D-MFE-FO du 20-12-68 — Est autorisé un prélèvement de la somme de douze millions (12.000.000) de francs au titre de subvention du compte hors budget n° 115-37 « Produits de la Loterie Nationale » — gestion 1968, au budget d'investissement pour la gestion 1968.

Cette subvention sera mandatée au nom du trésorier-payeur et constatée en recette au budget d'investissement gestion 1968 — titre 3, chapitre 3, rubrique a, « Produits de la Loterie Nationale ».

N° 740-D-MFE-FO du 20-12-68 — Est autorisé un prélèvement de la somme de vingt millions quatre cent mille (20.400.000) francs sur le compte hors budget n° 115-40 « Ressources extraordinaires 1968 », en vue de créditer le budget d'investissement — gestion 1968 — titre III — fonds de concours, chapitre 5 divers (nouveau).

La somme de quatre vingt cinq mille (85.000) (cedis soit vingt millions quatre cent mille (20.400.000) francs sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture des opérations effectuées pour l'acquisition d'un immeuble devant abriter la représentation du Togo à Accra.

La dépense, qui sera régularisée au prochain collectif 1968, est imputable au budget d'investissement — gestion 1968 suivant détail ci-dessous.

Titre 1 — Chapitre 4 — Article 1-§ 3	
Rubrique d'achat d'immeuble à	
Accra . . . . .	13.200.000
Titre 1 — Chapitre 4 — Article 2-§ 3	
Rubrique C. (Equipeement d'immeuble à	
Accra) . . . . .	7.200.000
Total . . . . .	20.400.000

N° 752-D-MFE-F du 24-12-68 — Est autorisé le paiement en faveur du secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Coopération Contre les Grandes Endémies (OCCGE), compte n° 35-217.009 — M BIAO Bobo Dioulasso (Haute-Volta), de la somme de trois cent trente neuf mille (339.000) francs à titre de complément de la contribution togolaise à cet organisme pour l'année 1968.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1968, chapitre 39, article 3.

N° 753-D-MFE-F du 24-12-68 — Est autorisé le paiement en faveur du Programme des Nations Unies pour le développement, compte 8194 ouvert à la BNP Lomé, de la somme de un million trois cent quatre vingt seize mille cinq cents (1.396.500) francs au titre de la contribution du Togo, année 1967, au budget de l'Institut Africain de Développement et de Planification (IDEP) à Dakar.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 35, article 14, exercice 1968 (Dépenses d'exercice clos).

**RECTIFICATIF du 17-12-68 à la décision n° 436-MFE-F. du 6 août 1968 autorisant paiement.**

*Au lieu de :*

Est autorisé le paiement à l'ordre du Centre d'Etudes et de Recherches de la Kara de Soumdina, à son compte courant postal n° 20-09 Lomé, de la somme de quatre cent treize mille cent vingt (413.120) francs destinée aux travaux de réfection des bâtiments et la construction des annexes du Centre précité.

*Lire :*

Est autorisé le paiement au nom de M. R. Verdier, chef du Centre d'Etudes et de Recherches de la Kara, CCP n° 20-09 Lomé, de la somme de quatre cent treize mille cent vingt (413.120) francs destinée aux travaux de réfection des bâtiments et la construction des annexes du Centre précité.

Le reste sans changement.

#### Membres de vérification d'encaisse

N° 765-D-MFE-MF-FA du 28-12-68 — M. Bedou Benoit, administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe, chef du service des finances de la République togolaise est désigné pour vérifier la situation de la caisse et le porte-feuille de la trésorerie du Togo, le 31 décembre 1968 après la clôture des opérations de la journée.

Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1968 après la clôture des opérations de la journée à la vérification des encaisses :

#### *Du receveur des postes et télécommunications*

M. Jimongou Raphaël, secrétaire d'administration principal de 1<sup>er</sup> échelon, adjoint au chef du service des finances.

#### *Du receveur des domaines et de l'enregistrement*

M. Adorgloh Raphaël, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, en service au contrôle financier.

#### *De l'agent comptable intermédiaire du service des T.P.*

M. Anani François, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, chef de la section mandatement des factures au service des finances.

#### *De la caisse centrale du chemin de fer*

M. Goëh Gabriel, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, du service des travaux publics.

*Des agents spéciaux, agent intermédiaire de la circonscription de Lomé et gérants des bureaux des postes et téléphones.*

Les chefs de circonscriptions administratives.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triple exemplaire dans les formes réglementaires habituelles par les fonctionnaires désignés ci-dessus et transmis au ministère des finances et de l'économie (service des finances-apurement).

#### Rectificatifs

**RECTIFICATIF du 17-12-68 à l'arrêté n° 71-UP-MFEP-MF-CR du 5 février 1964 portant révision d'une pension de retraite.**

*Au lieu de :*

M. Amedegnato Richard pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1963 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8<sup>e</sup> au 17<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Cathérine Homégnodé, née le 28 novembre 1944  
Joachim, né le 17 mars 1945  
Léon Hloindo, né le 27 janvier 1949  
Adèle Kayivi, née le 3 avril 1950  
Anselme Djiwanou, né le 21 avril 1953  
Lucie Eleyessi, née le 17 décembre 1955  
Virginie Simefa, née le 17 juillet 1956  
Philomène Médémé, née le 9 novembre 1958  
Béatrice Sémadégbé, née le 18 janvier 1962  
Marguerite Ewakpè, née le 10 juin 1962.

*Lire :*

M. Amedegnato Richard pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1963 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8<sup>e</sup> au 18<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Cathérine Homégnodé, née le 28 novembre 1944  
Joachim, né le 17 mars 1945  
Léon Hloindo, né le 27 janvier 1949  
Adèle Kayivi, née le 3 avril 1950  
Anselme Djiwanou, né le 21 avril 1953  
Lucie Eleyessi, née le 17 décembre 1955  
Virginie Simefa, née le 17 juillet 1956  
Philomène Médémé, née le 9 novembre 1958  
Oppourtune Kayivi, née le 22 avril 1961  
Béatrice Sémadégbé, née le 18 janvier 1962  
Marguerite Ewakpè, née le 10 juin 1962.  
Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF du 17-12-68 à l'arrêté n° 82-UP-MFEP-MF-CR du 5 février 1964 portant révision d'une pension de retraite.**

*Au lieu de :*

M. Agbemebio Anani pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1963 sur justification de ses droits, au

bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Adjoyo, née le 20 juin 1949  
 Adjowavi, née le 5 mars 1951  
 Comlan, né le 27 mai 1952  
 Ablowoavi, née le 3 juin 1952  
 Amétowoyona, née le 3 novembre 1952  
 Kossiwa Antoinette, née le 30 janvier 1955  
 Ayaotse, né le 8 décembre 1960.

*Lire :*

M. Agbemebio Anani pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1963 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4<sup>e</sup> au 13<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Adjoyo, née le 20 juin 1949  
 Adjowavi, née le 5 mars 1951  
 Comlan, né le 27 mai 1952  
 Ablowoavi, née le 3 juin 1952  
 Amétowoyona, née le 3 novembre 1952  
 Kossiwa Antoinette, née le 30 janvier 1955  
 Amédédjisso, né le 8 décembre 1960.  
 Le reste sans changement.

**RECTIFICATIF** du 17-12-68 à l'arrêté no 540-VP-MFEP-MF-CR du 18 août 1965 portant révision d'une pension de veuve et d'orphelin.

*Au lieu de :*

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Azanledji Akakpo Stéphan, tuteur des orphelins du de cujus.

*Lire :*

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Azanledji Ignace, tuteur des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

**Nominations — Affectations**

N° 732-D-MFE-MF-SD du 17-12-68 — M. Abbé Y. Victor, contrôleur principal 3<sup>e</sup> échelon, en service à Lomé, est nommé chef de la brigade du port de Lomé, en remplacement de M. Sossou Robertus.

M. Sossou Robertus, agent de constatation principal 3<sup>e</sup> échelon, en service à Lomé, est nommé chef de la subdivision douanière du sud, en remplacement de M. Abbey Victor.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 397-MFE du 20-12-68 — M. Gaba Laurent, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, précédemment directeur-adjoint du budget général, est nommé di-

recteur du budget général en remplacement de M. Grünitzky Otto, inspecteur du trésor de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon appelé à d'autres fonctions.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 738-D-MFE-F du 20-12-68 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Houndjo Cyprien, la décision n° 295-MFE-F du 24 mai 1968 portant nomination et affectation.

Les affectations suivantes sont prononcées parmi le personnel des agences spéciales :

M. Houndjo Cyprien, contrôleur du trésor de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon est nommé agent spécial de Dapango en remplacement de M. Tignonkpa Apou Antoine.

M. Tignonkpa Apou Antoine, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon est nommé agent spécial de Sotouboua, poste nouvellement créé.

Les traitements des intéressés restent imputables au budget général, chapitre 8, article 9 en ce qui concerne M. Tignonkpa et article 14 jusqu'au 31 décembre 1968 pour M. Houndjo.

La présente décision aura effet pour compter des dates de prise de service des intéressés.

N° 396-MFE-F du 18-12-68 — Les personnes ci-après indiquées sont déclarées en débet envers la République togolaise de la somme totale de un million six cent quarante neuf mille sept cent quatre vingt quinze (1.649.795) francs, répartie comme suit :

Mégnassan Hubert, ex-juge de paix d'Anécho . . . . .	1.450.445
Bossou Norbert, ex-secrétaire de justice . . . . .	192.700
Amégnibo Adjéoda Jean . . . . .	6.650
	<hr/>
	1.649.795

Des ordres de recette seront émis à l'encontre des intéressés au profit du budget général.

Le directeur des finances et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Allocation viagère**

N° 382-MFE-MF-FR du 17-12-68 — Les dispositions de l'arrêté n° 136-MFE-MF-FR du 16 mai 1967 accordant une allocation viagère, sont modifiées et complétées comme suit :

Une allocation viagère annuelle de soixante quinze mille neuf cent cinquante deux (75.952) francs est accordée à M. Amoussou-Kpakpa Akakpo, agent permanent de 6<sup>e</sup> catégorie échelle A, précédemment en service au ministère de la santé publique à Lomé qui a accompli 20 ans 8 mois 24 jours de services effectifs au dernier

février 1967 inclus, veille de la date de la cessation de ses fonctions pour limite d'âge constatée par décision no 1629-MFP du 7 novembre 1968.

Cette allocation viagère, payable par trimestre et à terme échu pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1967, est imputable au budget général du Togo.

L'intéressé ne pourra prétendre au remboursement de la différence entre l'allocation viagère de sa catégorie (6<sup>e</sup> A) et celle qui lui est effectivement payée depuis le 1<sup>er</sup> mars 1967 (2<sup>e</sup> HE).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 31 décembre 1968 au point de vue allocation viagère.

### Rôles

N° 392/MFE/AI du 17-12-68. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle, exercice 1968 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

##### Commune de Lomé

180 T.V.L. ....	315.215	
T.V.V. ....	2.450	
T.V. ....	470.048	
		787.713
<b>Total</b> .....		787.713

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de sept cent quatre-vingt-sept mille sept cent treize francs est fixée au 15 décembre 1968.

N° 393/MFE/AI du 17-12-68. — Sont pris en charge les rôles de régularisation, exercice 1968 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

##### Commune de Lomé

181 Taxe progressive .....	15.121.296	
Vers. forfait. ....	8.710.180	
		23.831.476
182 Taxe progressive .....	12.950	
B.I.C. ....	10.000	
		22.950
		23.854.426

#### BUDGET COMMUNAL

##### Commune de Lomé

181 Taxe civique .....	1.466.476	
182 Taxe civique .....	7.800	
183 Patentes .....	174.197	
C/a s/patentes .....	30.835	
Licences .....	2.500	
C/a s/licences .....	500	
		208.032
		1.682.308
<b>Total</b> .....		25.536.734

N° 394/MFE/AI du 17-12-68. — Sont pris en charge les rôles de régularisation, exercice 1968 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

176 Tsévié, Taxe progressive ....	35.524	
Anécho, Taxe progressive ..	117.763	
Tabligbo, Taxe progressive ...	5.590	
		158.877
177 Palimé, Taxe progressive ....	55.715	
Nuatja, Taxe progressive ....	3.400	
Atakpamé, Taxe progressive	608.267	
Akpouso, Taxe progressive ....	7.570	
		674.952
178 Sokodé, Taxe progressive ..	270.336	
Bafilo, Taxe progressive .....	1.340	
Bassari, Taxe progressive ..	16.649	
Lama-Kara, Taxe progressive	24.815	
Niamtougou, Taxe progressive	66.336	
Kandé, Taxe progressive .....	840	
Pagouda, Taxe progressive ....	2.430	
Mango, Taxe progressive ....	63.391	
Dapango, Taxe progressive ..	116.035	
		562.172
		1.396.001
<b>Total</b> .....		1.396.001

N° 395/MFE/AI du 17-12-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles, exercice 1968 ci-après :

#### BUDGET COMMUNAL

##### Commune de Lomé

179 Patentes .....	2.392.178	
C/a s/patentes .....	478.423	
Licences .....	718.250	
C/a s/licences .....	143.900	
Taxe civique .....	87.600	
		3.820.351
<b>Total</b> .....		3.820.351

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de trois millions huit cent vingt mille trois cent cinquante et un francs est fixée au 15 décembre 1968.

N° 399/MFE/AI du 24-12-68. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles, exercice 1968 ci-après :

#### BUDGET GENERAL

##### Circonscription de Tsévié

185 B.I.C. ....	96.900	
I.G.R. ....	76.440	
		173.340

##### Circonscription d'Anécho

186 B.I.C. ....	22.500	
I.G.R. ....	6.360	
		28.860

##### Circonscription de Tabligbo

187 B.I.C. ....	50.800	
I.G.R. ....	85.920	
		136.720
		338.920
<b>A reporter</b> .....		338.920

Report ..... 338.920

### BUDGET COMMUNAL

Commune d'Atakpamé

188 T.V.L. .... 506.987

189 T.V.L. .... 51.185

558.172

### BUDGET DE CIRCONSCRIPTION

Circonscription de Kandé

190 Taxe civique ..... 6.510.000

Total ..... 7.407.092

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept millions quatre cent sept mille quatre-vingt douze francs est fixée au 25 décembre 1968.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Nomination

N° 206-D-MEN du 16-12-68 — M. Kwaku Simon, instituteur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, nouvellement affecté à la bibliothèque nationale, est nommé directeur par intérim de ce service en remplacement de M. Békoutaré Roger, bénéficiaire d'une bourse de stage.

La présente décision prend effet pour compter de la date de signature.

## MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN

ARRETE N° 8-MCITP du 23-12-68 réglementant le prix de certaines chaussures.

### LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DU TOURISME ET DU PLAN,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution;

Vu l'arrêté n° 9/MCITP du 4 février 1965 réglementant les prix de vente des chaussures;

Après consultation de la commission nationale des prix,

### ARRETE :

Article premier — Le taux forfaitaire maximum de marge bénéficiaire brute est fixé à 20% sur le prix de revient, défini par l'article 10 de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967, sur un certain nombre de modèles de chaussures importées désignés conformément aux dispositions ci-dessous.

Art. 2 — Le choix des modèles de chaussures portera sur un lot représentant 5% du total des modèles importés par chaque commerçant.

Toutefois ce pourcentage ne sera pas pris en considération lorsque l'insuffisance des modèles de chaussures importées sera constatée.

Dans ce cas le nombre minimum de modèles de chaussures est fixé à cinq.

Art. 3 — Le choix prévu à l'article 2 ci-dessus sera fait par un comité de la chaussure comprenant des personnes qualifiées et agréées par le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan.

Art. 4 — Le choix portera sur la totalité des modèles de chaussures importées et devra comporter des modèles pour hommes, femmes et enfants.

Le choix devra se faire sur des chaussures fermées, basses, sandales, en cuir, caoutchouc et plastique et comprendra un éventail de prix de revient des moins chers aux plus chers.

Art. 5 — Le choix prévu aux articles 2 à 4 ci-dessus s'effectuera par les soins du comité de la chaussure périodiquement, en fonction des importations nouvelles et de la mode, en vue de donner satisfaction au goût de la clientèle.

Art. 6 — Les prix de vente des modèles de chaussures choisis par le comité devra être identique dans tous les lieux de vente au Togo.

Les modèles de chaussures choisis devront être exposés à la vue du public et un écriteau mentionnera la formule suivante : prix contrôlé, montant x fr., numéro de référence du modèle.

Art. 7 — Les modèles de chaussures choisis et soumis à la présente réglementation devront être offerts en permanence au public.

Il appartiendra aux importateurs et commerçants de chaussures de prendre leurs dispositions afin que le comité de la chaussure puisse effectuer son choix préalablement en vue d'éviter une rupture de stocks.

Art. 8 — Les modèles choisis qui ne se vendraient pas par suite du goût de la clientèle, devront être remplacés par des modèles différents, au bout de 6 mois.

Art. 9 — La non observation des prescriptions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution et des arrêtés subséquents.

Art. 10 — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance n° 17 sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 11 — Toutes dispositions antérieures contraires et notamment celles de l'arrêté n° 9-MCITP du 4 février 1965 sont abrogées.

Art. 12 — Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal officiel de la République togolaise.

Lomé, le 23 décembre 1968

P. Eklou



# MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

## Intégrations

N° 568-MFP du 17-12-68 — Les laborantins diplômés de l'école nationale des infirmiers, laborantins et assistants d'hygiène d'Etat ci-après, sont intégrés dans le corps médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmiers d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) en attendant la création d'un cadre de leur spécialité :

Abotsi Kossi                      Djelou Kokoutsèh  
Kowouvi André Rudolph      Amoussouvi Boko  
Wodih Léonard

Les intéressés sont mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1968.

N° 578-MFP du 19-12-68 — Les candidats ci-après sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs des collèges d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (budget général — chapitre 26, article 8, paragraphes 1 et 2) :

Akakpo Bright, titulaire du brevet de technicien (spécialité construction mécanique) ;  
Nabroulaba Pierre, titulaire du C.A.P. (spécialité mécanique auto) avec stage de formation pédagogique à l'Ecole Normale Nationale d'Enseignement Professionnel de Paris.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 581-MFP du 21-12-68 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 219-MFP du 11 juin 1968 portant intégration.

M. Akouété Patrice Denis, moniteur d'élevage assimilé de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (indice 265), mis à la disposition du Togo par la République de Guinée, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'élevage au grade d'infirmier d'élevage principal 2<sup>e</sup> échelon (catégorie D — indice 590) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet au point de vue de l'ancienneté pour compter de la date de prise de service de l'intéressé et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

N° 582-MFP du 21-12-68 — Les agents ci-après, rayés des effectifs de la République de Guinée sont intégrés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement dans les conditions suivantes, pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1967 :

Nom et prénoms	Situation de Guinée	Situation du Togo	A. C.
Amouzou Akouété Damien .....	instituteur de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon — indice 440	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon — indice 950	1 an 10 mois
Amevor André Georges .....	instituteur de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon — indice 420	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon — indice 850	4 mois
Akakpo Boniface .....	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon — indice 380	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon — indice 800	10 mois
Akakpo, née Akpa Félicia .....	monitrice de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon — indice 250	monitrice de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon — indice 510.	4 mois

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968.

N° 583-MFP du 21-12-68 — M. Amouzou Eben-Ezer, secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon (indice 1650), titulaire de la capacité en droit, du certificat d'études administratives et financières, et qui a suivi le cycle de l'enseignement de l'Ecole Nationale du Trésor — (session 1954), est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'attaché d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — indice 1700 — A.C. néant.

L'intéressé est maintenu dans sa position de détachement auprès de l'O.C.A.M.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 584-MFP du 21-12-68 — M. Sodatonou Georges, ex-instituteur-adjoint de la République de Guinée est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Titularisations

N° 567-MFP du 13-12-68 — Les préposés de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications ci-après, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1968 — A.C. : 1 an :

Bamézon Emmanuel	Fiagan Winfried
Ako Messan Mathieu	Kpanté Bako Alassani.
Ako Innocent	

N° 574-MFP du 17-12-68 — M. Idrissou Sakibou Traoré, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1<sup>er</sup> août 1968 — A.C. 1 an.

### Engagements

N° 1830-D-MFP du 13-12-68 — Mlle Bao Suzane est engagée en qualité de dactylographe permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, et mise à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 13 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1833-D-MFP du 17-12-68 — Mme Bakar Marguérite, née Djossa est engagée en qualité de fille de salle permanente de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A, et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général) en remplacement de Mlle Mivedor Fidèle qui a abandonné son poste.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1872-D-MFP du 21-12-68 — M. Dégnikou Yaovi Alphonse, titulaire du C.A.P. est engagé en qualité de sténodactylographe permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A, et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 8, paragraphe 5 du budget général).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1878-D-MFP du 21-12-68 — M. Bédou Tobossi Claude, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré, du brevet de qualification d'animateur de programmes-télévision (AV-2) et du certificat de « photography and Motion Picture Production » de « l'University of Southern Californie » (USA) est, en attendant la parution d'un statut particulier du corps des fonctionnaires de l'information, engagé en qualité d'agent d'administration au salaire mensuel de quarante cinq mille

(45.000) francs et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 5 du budget général).

Pour les déplacements, M. Bédou est classé au groupe III.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Admissions

N° 1853-D-MFP du 17-12-68 — Les candidats dont les noms suivent sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel ouvert par arrêté n° 326-MFP du 17 août 1968 pour le recrutement de quatre agents spécialisés des postes et télécommunications :

Nicabou Alexandre	Lawson Edwin
Montchovi Lucien	Houngpati Venance.

N° 1856-D-MFP du 17-12-68 — Sont déclarés définitivement admis par ordre de mérite au concours professionnel ouvert par arrêté n° 356-MFP du 6 septembre 1968 pour le recrutement de quatre agents spécialisés de l'aéronautique et de quatre agents spécialisés de la météorologie, les candidats dont les noms suivent :

#### Météorologie :

Klu Victor	Atigan Joseph
Agbélékpo Alphonse	Lawson Augustin

#### Aéronautique civile

Légonou Crespian	Agbolo pierre
Agbodjan Paul	Babadjihou Justin.

### Reprise de fonctions

N° 1854-D-MFP du 17-12-68 — Est constatée pour compter du 4 novembre 1968, la reprise de fonctions de Mlle Hlomashie Victorine, monitrice permanente de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à l'école officielle de Midoudou à Atakpamé.

### Changement de fonctions

N° 1860-D-MFP du 19-12-68 — M. Dessouassi Antoine, pulvérisateur permanent de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en fonction au service national du paludisme est classé dans la catégorie des aides-entomologistes.

Il conserve l'ancienneté acquise dans son échelle.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1861-D-MFP du 19-12-68 — M. Akototse Emmanuel, pulvérisateur permanent de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A, en fonction au service national du paludisme est classé dans la catégorie des aides-entomologistes.

Il conserve l'ancienneté acquise dans son échelle.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

### Rappels à l'activité

N° 575-MFP du 17-12-68 — Mme Hountondji Eunice, sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps médical et technique de la santé publique, en position de disponibilité sans traitement est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de la santé publique.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 577-MFP du 19-12-68 — M. Ayih Antoine, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps médical et technique de la santé publique, suspendu de ses fonctions par arrêté n° 340-MFP du 22 août 1968, est rappelé à l'activité.

Il reste mis à la disposition du ministre de la santé publique.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

### Détachement

N° 576-MFP du 17-12-68 — Mme Hountondji Eunice, sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps médical et technique de la santé publique, est placée pour cinq ans en position de détachement auprès du Gouvernement de la République du Dahomey.

Pendant la durée du détachement les émoluments de Mme Hountondji ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo sont à la charge du budget de la République du Dahomey.

L'intéressée subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

### Absence

N° 1791-D-MFP du 6-12-68 — Est constatée pour compter du 28 octobre 1968, l'absence de M. Eklou K. Vincent, comptable permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle C, en service à la subdivision parc et matériel.

Pendant toute la durée de son absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

### Abaissement d'échelon

N° 579-MFP du 19-12-68 — M. Ayih Antoine, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est abaissé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour négligence dans l'exécution de son service.

### Licenciements

N° 1758-D-MFP du 3-12-68 — M. Nongbegnon Bruno, mécanicien permanent de 1<sup>re</sup> catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics de Man-

go, condamné pour vol à deux mois d'emprisonnement ferme par le tribunal de droit moderne de première instance — section de Sokodé, est licencié de son emploi pour compter du 16 juin 1968.

N° 1828-D-MFP du 13-12-68 — M. Kouicha Tozim, surveillant de routes de 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à la subdivision des travaux publics de Lama-Kara est licencié de son emploi pour compter du 9 août 1968 pour abandon de poste.

L'intéressé peut prétendre à l'indemnité compensatrice de congé payé calculée au prorata du temps de service accompli depuis le dernier congé.

N° 570-MFP du 17-12-68 — M. Digni Pierre, aide-opérateur mécanographe de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la statistique générale est licencié de son emploi pour faute grave en service.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969.

N° 1855-D-MFP du 17-12-68 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Amétoglo Henri, manoeuvre spécialisé permanent n° mle 11.557 échelle C — échelon 6, la décision n° 1.502 MFP du 17 octobre 1968 portant licenciement pour vol au préjudice des C.F.T.

La présente décision a effet pour compter du 8 août 1968.

### Révocation

N° 580-MFP du 19-12-68 — M. Hégbé Samuel, agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, en absence irrégulière depuis le 6 février 1966, est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension à compter de cette date.

## MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

**ARRETE INTERMINISTERIEL N° 38-MTP-MFE du 27-12-68 portant fixation de redevances pour exploitation des carrières de graviers.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,  
LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo;

Vu l'arrêté n° 542 du 5 novembre 1932 portant réglementation des carrières et des conditions d'exploitation;

Vu le décret n° 45-2015 du 1<sup>er</sup> septembre 1945 réglementant au Togo le domaine public et les servitudes d'utilité publique;

Sur proposition du directeur des mines et de la géologie,

**ARRETE :**

Article premier — Il est créé pour les exploitations de graviers roulés ou concassés :

a) Une redevance superficielle de 0,50 franc par mètre carré et par an pour les carrières domaniales ;

b) Une redevance pour exploitation de carrières domaniales ou non dépendant du lieu d'extraction ; ce taux est :

— de 100 francs par mètre cube de graviers extraits et par an pour les carrières situées à moins de 50 Kms de Lomé,

— de 50 francs par mètre cube de graviers extraits et par an pour les carrières situées à une distance égale ou supérieure à 50 Kms de Lomé.

Art. 2 — Les exploitants sont tenus de se procurer les tickets en vente à la direction des mines et de la géologie.

Art. 3 — Les surveillants des carrières et les agents désignés à cet effet sont chargés du contrôle des exploitations et de l'application de cet arrêté.

Art. 4 — Le présent arrêté qui prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969, sera enregistré, communiqué, publié partout où besoin sera et au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 décembre 1968

*Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications*

A. Mivedor

*Le ministre des finances et de l'économie,*

B. Djobo

**ARRETE N° 39-MTP-PAL du 28-12-68 définissant les qualifications requises pour accéder à certains postes au Port Autonome de Lomé.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé ;

Vu l'avis du conseil d'administration du Port dans sa séance du 13 décembre 1968,

**ARRETE :**

Article premier — Le directeur et le directeur-adjoint du Port Autonome de Lomé sont choisis parmi les spécialistes justifiant de l'un des titres suivants :

1 — Ingénieur des ponts et chaussées ou ingénieur des travaux publics ayant en outre une formation en matière d'exploitation des ports.

2 — Agent commercial ou agent manutentionnaire justifiant d'une licence et ayant en outre une formation en matière d'exploitation des ports.

Toutefois l'un au moins des directeur et directeur-adjoint doit être ingénieur.

Art. 2 — Le chef de service de l'administration centrale doit justifier d'une licence en droit ou d'un titre équivalent dans le domaine de l'administration des entreprises ou des établissements commerciaux.

Art. 3 — Le chef de service économique est choisi parmi les titulaires de la licence ès sciences économiques ou d'un diplôme équivalent en matière de gestion portuaire.

Art. 4 — Le chef de service de la comptabilité ou agent comptable du port est choisi parmi les experts comptables du niveau de la licence au moins.

Art. 5 — Le chef du service technique est choisi parmi les ingénieurs des travaux publics ayant reçu une initiation en travaux portuaires.

Art. 6 — Le chef de service de l'exploitation est choisi parmi les experts manutentionnaires ayant une formation du niveau d'études supérieures.

Art. 7 — Le commandant du Port est choisi parmi les anciens officiers de la marine militaire ou marchande ayant au moins le grade de sous-lieutenant.

Art. 8 — Le présent arrêté qui prend effet à partir de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 décembre 1968

A. Mivedor

**ARRETE N° 40-MTP-PAL du 30-12-68 portant approbation du règlement intérieur du Comité de Direction du Port Autonome de Lomé.**

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé ;

Vu l'avis du comité de direction du Port dans sa séance du 13 décembre 1968,

**ARRETE :****CHAPITRE I***Composition du comité de direction*

Article premier — Constitution —

Le comité de direction est constitué par le conseil d'administration en son sein.

Art. 2 — Composition —

Le comité de direction comprend :

— le président du conseil d'administration

— le vice-président du conseil d'administration

— et trois autres membres du conseil d'administration élus par ce dernier.

## Art. 3 — Conditions —

1 — Les fonctions des membres du comité sont gratuites. Les frais de déplacement et de séjour des membres du comité de direction résidant hors de Lomé ainsi que les frais de voyage et de séjour des membres du comité de direction en mission sont pris en charge par le budget du Port. Le taux des différentes indemnités est fixé par le comité de direction.

2 — Les vacances par décès ou démission d'un membre du comité de direction sont portées par le président du comité de direction à la connaissance du ministre des travaux publics qui prend les mesures nécessaires pour assurer son remplacement.

## CHAPITRE II

## Fonctionnement

## Art. 4 — Convocation et ordre du jour —

1 — Le comité de direction se réunit sur la convocation du président du comité ; cette convocation est obligatoire lorsque le quart des membres ou le directeur du Port le demande.

2 — Le comité de direction se réunit une fois par mois.

3 — Les convocations sont adressées par écrit, téléscripteur ou télégramme aux membres du comité, au commissaire du gouvernement et au contrôleur financier au moins huit jours avant la date de la séance.

4 — En même temps que les convocations, les membres du comité reçoivent un projet d'ordre du jour, des rapports du directeur et tous autres documents relatifs à cet ordre du jour.

5 — Le directeur du Port fait assurer le secrétariat du comité de direction par des agents de l'établissement mis à cet effet à la disposition du président.

## Art. 5 — Modalités de vote —

1 — Le mode de vote est le suivant : Vote à main levée, vote au scrutin secret et vote par procuration. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

2 — Il est procédé au vote au scrutin secret pour toute nomination. Dans ce cas, si, après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

## Art. 6 — Sessions extraordinaires —

Les sessions extraordinaires ont lieu soit sur convocation du président, soit à la demande écrite de deux membres du comité.

## Art. 7 — Délibérations —

1 — Le comité de direction ne peut valablement délibérer que lorsque au moins la moitié de ses membres, comprenant le président, assiste à la séance. Toutefois, les décisions prises à la suite de deux convocations con-

sécutives faites à huit jours d'intervalle sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

2 — Le directeur du Port et le directeur-adjoint assistent à toutes les réunions du comité de direction avec voix consultative.

3 — Le contrôleur financier assiste également aux réunions du comité de direction avec voix consultative. Il peut demander au président, l'inscription à l'ordre du jour des questions sur lesquelles il estime nécessaire de provoquer une délibération et peut adresser au comité de direction toutes observations qu'il juge utiles.

4 — Le commissaire du gouvernement assiste aux délibérations du comité de direction.

5 — Les membres absents à une séance du comité de direction peuvent se faire présenter par un de leurs collègues. Nul ne peut cependant représenter plus d'un membre.

6 — Le comité de direction doit donner connaissance de toutes décisions prises depuis la précédente séance à chaque séance du conseil d'administration.

## Art. 8 — Procès-verbaux —

1 — Le président du comité de direction élabore et arrête les procès-verbaux des délibérations du comité dans les 10 jours qui suivent la séance et transmet aussitôt ampliation de ces procès-verbaux au ministre des travaux publics, mines, transports, postes et télécommunications et au ministre des finances.

2 — Les procès-verbaux doivent faire mention des personnes présentes et sont transcrits sur un registre des délibérations.

3 — Les procès-verbaux sont signés par le président du comité de direction.

## Art. 9 — Discretion —

Les membres du comité de direction doivent tenir secrets, tous faits, délibérations ou documents confidentiels.

## Art. 10 — Exécution —

Le président du comité veille à l'exécution des décisions prises par le comité de direction.

## CHAPITRE III

## Pouvoirs du comité de direction

## Art. 11 — Délégation permanente de pouvoirs —

1 — Le comité de direction a délégation permanente de pouvoirs du conseil d'administration pour statuer sur les affaires ci-après :

— approbation des règlements généraux de travail et de rémunération du personnel

— Octroi de secours et de subventions

— réduction et annulation de factures dans la limite de six cent mille francs CFA

— approbation de conventions, de marchés et commandes dans la limite d'une dépense de vingt millions de francs CFA

— autorisations domaniales dont la durée ne dépasse pas cinq ans et dont la redevance, fixée conformément au tarif général, est au plus égale à cent mille francs CFA par an.

2 — D'autre part, entre les séances du conseil d'administration, le comité de direction peut prendre, à la majorité des 3/5 au moins des membres présents, toutes décisions appartenant normalement au conseil d'administration en matière d'entretien et d'exploitation du Port, pourvu qu'il n'en résulte pas de modifications graves aux prévisions du budget de fonctionnement.

Art. 12 — Réglementation —

Le comité de direction établit son règlement intérieur.

#### CHAPITRE IV

##### Contrôle et tutelle

Art. 13 — Contrôle et tutelle —

1 — Toutes les opérations du comité de direction sont placées sous le contrôle du ministre des travaux publics, ministre de tutelle.

2 — Dans un délai de dix jours après chaque séance du comité de direction, une ampliation du procès-verbal des délibérations est déposée au cabinet du ministre de tutelle.

3 — Les délibérations relatives aux sujets sur lesquels le comité de direction statue définitivement peuvent être frappées d'opposition par le ministre de tutelle dans les dix jours qui suivent le dépôt du procès-verbal. Notification de cette opposition doit être faite par lettre au président du comité de direction avec ampliation au directeur du Port.

4 — Les délibérations du comité de direction deviennent exécutoires, soit après réception d'un avis de non opposition du ministre de tutelle, soit par l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article précédent.

5 — En cas d'opposition, le ministre de tutelle doit statuer et notifier sa décision dans un délai de 15 jours à partir de l'opposition. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire.

#### CHAPITRE V

##### Disposition finale

Art. 14 — Le présent arrêté qui entre en vigueur à partir de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 décembre 1968

A. Mivedor

**ARRETE** N° 41-MTP-PAL du 30-12-68 portant approbation du règlement intérieur du Conseil d'Administration du Port Autonome de Lomé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967;

Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé;

Vu l'avis du conseil d'administration du Port dans sa séance du 13 décembre 1968,

#### ARRETE :

##### CHAPITRE I

##### Composition du conseil d'administration

Article premier — Président et vice-président —

- 1 — Le président du conseil d'administration et le vice-président sont élus par le conseil en son sein.
- 2 — En cas d'absence ou de tout autre empêchement, le président est remplacé par le vice-président.

Art. 2 — Membres du conseil d'administration —

Le conseil d'administration est ainsi composé :

- 1 — Le ministre des travaux publics ou son représentant
- 2 — Le ministre des finances ou son représentant
- 3 — Le ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ou son représentant
- 4 — Le directeur des chemins de fer togolais ou des transports
- 5 — Le maire de Lomé ou son représentant
- 6 — Deux représentants de la chambre de commerce et d'agriculture dont un au moins appartient à une des activités suivantes : armement, consignation, manutention ou transit
- 7 — Un représentant du personnel du Port élu par ce personnel
- 8 — Le chef du service des pêches
- 9 — Le conseiller juridique du Gouvernement.
- 10 — Un député désigné par la chambre des députés
- 11 — Un représentant de la République du Dahomey désigné en application de l'article 9-14° de la loi du 31 décembre 1964 sur le Port de Cotonou
- 12 — Un représentant de la République de la Haute-Volta, en application de l'ordonnance n° 40 du 2 septembre 1968.

Les Etats voisins utilisateurs du Port de Lomé autres que le Dahomey et la Haute-Volta, pourront éventuellement être membres du conseil d'administration. Les conditions de cette participation feront l'objet d'accords entre le Togo et les Etats intéressés.

Les mandats des membres visés aux alinéas 6, 7 et 10 ci-dessus ont une durée de deux ans. Ils sont renouvelables.

Art. 3 — Frais de déplacement et de séjour —

Les fonctions des membres du conseil sont gratuites. Les frais de déplacement et de séjour des membres du conseil d'administration résidant hors de Lomé ainsi que les frais de voyage et de séjour des membres du conseil d'administration en mission sont pris en charge par le budget du Port.

Le taux des différentes indemnités est fixé par le conseil d'administration.



Art. 4 — Conditions à remplir par les membres du conseil. —

1 — Les membres du conseil doivent jouir de leurs droits civiques et politiques.

2 — Ne peuvent être membres du conseil, exception faite du représentant du personnel :

- les fonctionnaires en service au Port
- les agents payés sur les fonds du Port

3 — Cessent d'en faire partie, les membres du conseil d'administration qui ont perdu la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

4 — Les membres qui, pendant une année, se sont abstenus de se rendre aux réunions du conseil d'administration, sont déclarés démissionnaires.

5 — Les vacances par décès ou démission d'un membre du conseil d'administration sont portées par le président du conseil à la connaissance du ministre des travaux publics qui prend les mesures nécessaires pour pourvoir aux remplacements.

## CHAPITRE II

### Fonctionnement

Art. 5 — Convocations et ordre du jour —

1 — Le conseil d'administration se réunit ordinairement sur la convocation de son président ; toutefois, cette convocation est obligatoire lorsque le quart des membres du conseil ou le directeur du Port le demande.

2 — Les convocations sont adressées aux membres du conseil, au commissaire du gouvernement et au contrôleur financier au moins quinze jours avant la date de la séance. Elles doivent être effectuées par écrit et éventuellement par télexcripteur ou télégramme.

3 — En même temps que les convocations, les administrateurs reçoivent un projet d'ordre du jour, des rapports du directeur et tous autres documents relatifs à cet ordre du jour.

4 — Le directeur du Port fait assurer le secrétariat du conseil d'administration par des agents de l'établissement mis à cet effet à la disposition du président.

Art. 6 — Modalités de vote —

1 — Le mode de vote est le suivant : Vote à main levée, vote au scrutin secret et vote par procuration. Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

2 — Il est procédé au vote au scrutin secret pour toute nomination. Dans ce cas, si, après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Art. 7 — Sessions extraordinaires —

Les sessions extraordinaires ont lieu soit sur convocation du président, soit à la demande écrite d'un quart des membres du conseil ou directeur du Port.

Art. 8 — Délibérations —

1 — Le conseil ne peut valablement délibérer que lorsque au moins huit (8) de ses membres, comprenant le président ou le vice-président, assistent à la séance. Toutefois, les décisions prises à la suite de deux convocations consécutives faites à huit jours d'intervalle sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

2 — Le directeur du Port et le directeur-adjoint assistent à toutes les réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

3 — Le contrôleur financier assiste également aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative. Il peut demander au président, l'inscription à l'ordre du jour des questions sur lesquelles il estime nécessaire de provoquer une délibération et peut adresser au conseil d'administration toutes observations qu'il juge utiles.

4 — Le commissaire du gouvernement assiste aux délibérations du conseil d'administration.

5 — Les membres absents à une séance du conseil d'administration peuvent se faire représenter par un de leurs collègues. Nul ne peut cependant représenter plus d'un membre.

Art. 9 — Procès-verbaux —

1 — Le président du conseil élabore et arrête les procès-verbaux des délibérations du conseil d'administration dans les 10 jours qui suivent la séance et transmet aussitôt ampliation de ces procès-verbaux aux ministres des travaux publics et des finances ainsi qu'aux administrateurs.

2 — Les procès-verbaux doivent faire mention des personnes présentes et sont transcrits sur un registre des délibérations.

3 — Les procès-verbaux sont signés par le président du conseil.

Art. 10 — Discretion —

Les membres du conseil d'administration doivent tenir secrets, tous faits, délibérations ou documents confidentiels.

Art. 11 — Exécution —

Le président veille à l'exécution des décisions prises par le conseil d'administration.

## CHAPITRE III

### Pouvoirs et comités du conseil

Art. 12 — pouvoirs du conseil d'administration —

1 — Le conseil d'administration définit et fait appliquer la politique de gestion du Port. Il surveille et contrôle la gestion de l'établissement. Il a droit de contrôle sur les biens, et a accès aux livres comptables et à tous autres documents de l'établissement. Il peut demander au directeur tout renseignement relatif à la gestion de l'établissement.

2 — Le conseil d'administration prend les mesures nécessaires pour la création de ressources destinées à couvrir les frais d'administration, d'entretien, d'exploitation et d'extension du Port.

3 — Le conseil donne obligatoirement son avis sur toutes les questions relevant des divers services du Port. Il délibère à cet effet sur l'institution ou la modification des droits, redevances et taxes perçues au profit du Port.

4 — Le conseil d'administration établit son règlement intérieur.

Art. 13 — Nomination du directeur du Port et de son adjoint —

1 — Le directeur et le directeur-adjoint du Port sont nommés par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre des travaux publics après avis du conseil d'administration. Ils ne peuvent être relevés de leurs fonctions que dans les mêmes formes.

2 — Le conseil d'administration fixe les émoluments du directeur et du directeur-adjoint du Port qui sont soumis à l'approbation du conseil des ministres.

Art. 14 — Délégation permanente de pouvoirs au directeur du Port. —

Le conseil d'administration donne délégation permanente de pouvoirs au directeur du Port pour :

- approbation des projets de travaux dont les dépenses sont imputables au budget de fonctionnement, dans les limites des crédits disponibles ;

- approbation des projets d'exécution des travaux dont les dépenses sont imputables au budget des opérations en capital, lorsque les avant-projets ont été approuvés par le conseil d'administration et lorsque les crédits de paiement ont été ouverts ;

- approbation de prix supplémentaires pour des parties d'ouvrages non prévues dans un marché de travaux lorsque la dépense correspondante reste dans la limite de la somme à valoir du projet ;

- prise en location d'immeubles lorsque la dépense mensuelle ne dépasse pas cinq cent mille francs cfa ;

- réforme et vente de biens meubles dont la valeur ne dépasse pas cinq cent mille francs cfa ;

- octroi d'indemnités de dommages et intérêts ne dépassant pas cent mille francs ;

- attribution de secours dans la limite des crédits ouverts à cet effet ;

- approbation des projets techniques ;

- toutes mesures économiques nécessaires pour assurer l'expédition suffisante du trafic des navires et des marchandises ainsi que le fonctionnement des travaux d'exploitation ;

- organisation des services de l'établissement ;

- contrôle permanent sur le personnel ;

- décisions individuelles en matière de personnel ;

- nomination de tout le personnel subalterne du Port, selon le règlement en vigueur pour le personnel ;

- réglementation dans les matières visées à l'article 9 de l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 lorsque le contrevenant est un capitaine ou le propriétaire d'un navire ;

- toutes les mesures et transactions selon le décret n° 68-93 du 8 mai 1968 et l'arrêté n° 16-MTP du 2 mai 1968.

Art. 15 — Comité de direction —

1 — Le conseil d'administration constitue en son sein un comité de direction ainsi composé :

- le président du conseil d'administration

- le vice-président du conseil d'administration

- trois membres élus du conseil d'administration.

2 — Le comité de direction reçoit du conseil d'administration toutes délégations nécessaires.

3 — Le conseil d'administration peut, à la majorité des deux tiers au moins des membres présents, donner délégation au comité de direction pour statuer sur une affaire particulière.

Art. 16 — Autres comités —

Le conseil d'administration est autorisé de former en son sein d'autres comités et de fixer leurs attributions et compétences.

## CHAPITRE IV

### Contrôle et tutelle

Art. 17 — Contrôle et tutelle —

1 — Toutes les opérations du conseil d'administration sont placées sous le contrôle direct du ministre des travaux publics, ministre de tutelle.

2 — Dans un délai de dix jours après chaque séance du conseil d'administration, une ampliation du procès-verbal des délibérations est déposée au cabinet du ministre de tutelle.

3 — Les délibérations relatives aux sujets sur lesquels le conseil d'administration statue définitivement peuvent être frappées d'opposition par le ministre de tutelle dans les dix jours qui suivent le dépôt du procès-verbal. Notification de cette opposition doit être faite par lettre au président du conseil d'administration avec ampliation au directeur du Port.

4 — Les délibérations du conseil d'administration deviennent exécutoires, soit après réception d'un avis de non opposition du ministre de tutelle, soit par l'expiration du délai d'opposition prévu à l'article précédent.

5 — En cas d'opposition, le ministre de tutelle doit statuer et notifier sa décision dans un délai d'un mois à partir de l'opposition. Passé ce délai, la délibération devient exécutoire.

6 — Lorsque le ministre de tutelle annule une délibération, il doit motiver sa décision. Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le conseil des ministres.

## Art. 18 — Rapports —

1 — Le directeur du Port établit une situation trimestrielle de sa gestion et des activités du Port qu'il adresse aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux ministres des travaux publics et des finances par l'intermédiaire du président du conseil.

2 — Le directeur du Port prépare le rapport que le conseil d'administration doit présenter chaque année, sur la situation de l'établissement et qui est adressé avant le 30 avril au ministre des travaux publics et au ministre des finances.

## CHAPITRE V

*Dispositions finales*

Art. 19 — Le présent arrêté qui entre en vigueur à partir de la date de sa signature sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 décembre 1968

A. Mivedor

## MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

**Nomination**

N° 117-D-MER-Sp-D du 24-12-68 — M. Tchakala Traoré Souleyman, adjoint technique d'élevage de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, précédemment de retour de stage de formation professionnelle de Bouaké et remis à la disposition du ministre de l'économie rurale (service des pêches) par décision n° 1093-MFP du 30 juillet 1968, est nommé chef secteur des pêches à Dapango avec résidence à Dapango. Les activités de l'intéressé couvriront les circonscriptions administratives de Dapango, Mango et Kandé.

Les émoluments de l'intéressé sont imputables au chapitre 20, article 8 du budget général.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

**Affectation**

N° 116-D-MER du 24-12-68 — M. Agbodjan Thomas, adjoint technique d'agriculture de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, précédemment en service au centre de formation professionnelle de Tove est mis à la disposition du ministère de la fonction publique.

Les émoluments de l'intéressé seront pris en charge par le budget général, chapitre 26, article 5, paragraphe 3.

**DIVERS**INSTITUT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
DU BENIN**Congés universitaires pour l'école des lettres  
de Lomé**

N° 468-D-IESB-EDL du 16-12-68 — En sus de jours fériés réglementaires, les dates des congés universitaires pour l'année 1968-1969 sont fixées comme suit :

## TYPE DE CONGE

*Durée*1<sup>o</sup>) Noël et Nouvel an

— du samedi 21 décembre 1968 à midi au vendredi 3 janvier 1969 au matin

2<sup>o</sup>) Mardi gras

— du samedi 15 février 1969 à midi au jeudi 20 février au matin

3<sup>o</sup>) Pâques

— du samedi 5 avril 1969 à midi au lundi 14 avril au matin

4<sup>o</sup>) Fête nationale

— du samedi 26 avril 1969 à midi au mardi 29 avril 1969 au matin.

5<sup>o</sup>) Pour les grandes vacances, les dates d'examens sont communiquées ultérieurement.

**TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

## MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

*CIRCULAIRE N° 25-MFE du 31 décembre 1968  
à Messieurs les Intermédiaires agréés.*

*Au sujet : Comptes étrangers en francs et dossiers étrangers de valeurs mobilières.*

Prise en application de l'article 9 du décret n° 68-216 du 24 décembre 1968 et de l'article 5 de l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968, la présente circulaire a pour objet de déterminer les conditions d'ouverture et de fonctionnement des comptes en francs et dossiers de valeurs mobilières susceptibles d'être ouverts à des non-résidents par les Banques intermédiaires agréées.

Pour l'application de la présente circulaire, il est précisé que :

— par comptes en francs, il convient d'entendre les comptes tenus en francs de la Communauté Financière Africaine (CFA) en francs français ou en monnaie d'un

pays dont l'institut d'émission dispose d'un compte d'opération au trésor français ;

— par valeurs mobilières (togolaises), les valeurs émises au Togo par une personne morale publique ou privée et libellées en francs ;

— par valeurs mobilières (togolaises), les valeurs émises à l'étranger par une personne morale publique ou privée ainsi que les valeurs émises au Togo par une personne publique ou privée lorsque ces valeurs sont libellées en monnaies étrangères ;

— sont assimilées aux valeurs mobilières émises au Togo les valeurs mobilières émises en France, dans ses départements et territoires d'outre-mer à l'exception du territoire français des AFARS et des ISSAS ainsi que les valeurs mobilières émises dans un pays dont l'institut d'émission dispose d'un compte d'opération au trésor français ;

— les personnes physiques de nationalité togolaise, à l'exception des fonctionnaires togolais en poste à l'étranger, acquièrent la qualité de non-résident lorsqu'elles sont établies à l'étranger depuis deux ans ;

— les personnes physiques de nationalité étrangère, à l'exception des fonctionnaires étrangers en poste au Togo, acquièrent la qualité de résident lorsqu'elles sont établies au Togo depuis deux ans.

En application de l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968 :

— les nationaux et fonctionnaires de la République française, dont la principauté de Monaco et des Etats dont l'Institut d'émission dispose d'un compte d'opérations auprès du trésor français sont soumis aux mêmes dispositions que les nationaux et fonctionnaires de la République togolaise.

— par « étranger », il convient d'entendre les pays autres que la France et les Etats tels que définis à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté précité.

### I — Dispositions communes

Les non-résidents sont autorisés à se faire ouvrir, chez les intermédiaires agréés, des comptes étrangers en francs ou des dossiers étrangers de valeurs mobilières.

A titre transitoire, les comptes en francs et les dossiers de valeurs mobilières togolaises ou étrangères, ouverts chez les intermédiaires agréés avant le 24 décembre 1968 au nom de personnes ayant la qualité de non-résident, sont transformés d'office en comptes étrangers en francs et en dossiers étrangers.

### II — Régime des comptes étrangers en francs

#### A — Découverts en comptes étrangers en francs

Tout découvert en compte étranger en francs, de même que, d'une façon générale, toute avance consentie à un non-résident sont subordonnés à l'autorisation de

la direction de l'économie agissant par délégation du ministre des finances et de l'économie. Copie de cette autorisation sera adressée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Par exception à cette règle, les intermédiaires agréés sont autorisés à accorder à leurs correspondants étrangers des découverts en comptes étrangers en francs, correspondant à des délais normaux de courrier.

### B — Opérations au crédit

Les comptes étrangers en francs peuvent être crédités, sans autorisation préalable :

1o) Du produit en francs de la cession, par un non-résident, de devises étrangères sur le marché des changes.

2o) Du produit en francs de la cession auprès d'un intermédiaire agréé par un non-résident de billets de banque étrangers ; ne sont pas considérés comme billets étrangers, les billets émis par la Banque de France ou par un Institut d'émission ayant un compte d'opérations au trésor français.

3o) Du montant des cessions de francs contre devises étrangères opérées par un intermédiaire agréé sur une place étrangère, dans la mesure où la réglementation en vigueur dans le pays considéré, autorise une telle opération.

4o) Des sommes provenant d'un autre compte étranger en francs.

5o) Des sommes (intérêts, dividendes, produits de la liquidation, etc...) provenant de valeurs mobilières togolaises déposées sous un dossier étranger.

6o) Des intérêts, dividendes et amortissements (à l'exclusion du produit de la vente) de valeurs mobilières étrangères déposées sous dossier étranger.

Le crédit d'un compte étranger en francs, dans les cas autres que ceux énumérés ci-dessus, doit être préalablement autorisé, à titre général ou particulier.

Toutefois, à titre transitoire, peuvent être inscrites en compte étranger en francs, sans autorisation préalable, les sommes pour lesquelles il est justifié à l'intermédiaire agréé, de façon certaine, qu'elles représentent un règlement fait par un résident à un non-résident en vertu d'une obligation contractée avant le 24 décembre 1968, alors même que ces sommes correspondent à des opérations non autorisées par l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968.

### C — Opérations au débit

Les comptes étrangers en francs peuvent être débités, sans autorisation préalable :

1o) En vue de l'achat par un non-résident de toutes devises étrangères sur le marché des changes.

2°) En vue de l'achat par un non-résident auprès d'un intermédiaire agréé, de billets de banque étrangers.

3°) Du montant des acquisitions de francs contre devises étrangères opérées par un intermédiaire agréé sur une place étrangère, dans la mesure où la réglementation en vigueur dans le pays intéressé autorise une telle opération.

4°) Par crédit d'un autre compte étranger en francs.

5°) Pour tout paiement au profit d'un résident.

### III — Régime des dossiers étrangers de valeurs mobilières

#### A — Dépôt de titres sous dossier étranger

Les intermédiaires agréés sont autorisés à mettre sous dossier étranger les valeurs mobilières togolaises ou étrangères :

1°) Conservées sous leur contrôle à l'étranger pour le compte de non-résidents au sens du titre A ci-dessus, antérieurement au 24 décembre 1968.

2°) Provenant d'un autre dossier étranger.

3°) Acquises en emploi de titres déposés sous dossier étranger ou destinées à remplacer à la suite de reconponnement, réfection, échange obligatoire, conversion du porteur au nominatif ou vice versa, etc... des titres déposés sous dossier étranger.

4°) Attribuées au Togo à un non-résident par dévolution héréditaire ;

5°) Acquises au Togo depuis le 24 décembre 1968 par un non-résident et qui ont été réglées par débit d'un compte étranger en francs ou cession de devises étrangères sur le marché des changes.

Le dépôt de titres sous dossier étranger, dans les cas autres que ceux visés ci-dessus, est subordonné à l'autorisation de la direction de l'économie qui adressera copie de ladite autorisation à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

#### B — Prélèvement de titres sous dossier étranger

Les valeurs mobilières togolaises ou étrangères, comptabilisées dans les écritures des intermédiaires agréés sous un dossier étranger peuvent, sans autorisation préalable, que les titres soient matériellement détenus au Togo ou à l'étranger :

1°) Etre mises à l'étranger à la disposition du titulaire du dossier. En pareil cas, si les titres sont détenus au Togo, leur exportation doit être effectuée par l'intermédiaire agréé dépositaire.

2°) Etre virées sous le dossier intérieur d'un résident lorsqu'il est justifié à l'intermédiaire agréé qui, tient le dossier à débiter, que les valeurs faisant l'objet de l'opération ont été acquises par un résident soit par dévolution héréditaire, soit en vertu d'opérations ou d'actes antérieurs au 24 décembre 1968.

Le prélèvement de titres sous dossier, dans les cas autres que ceux visés ci-dessus, est subordonné à l'autorisation de la direction de l'économie qui adressera copie de ladite autorisation à la Banque Centrale.

### IV — Comptes-rendus

Les intermédiaires agréés adresseront à la direction de l'économie et à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest copies des avis de l'ouverture et de la clôture par eux de comptes étrangers en francs à de non-résidents postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1969. Ils en conserveront les originaux.

Les avis d'ouverture comporteront l'indication :

- du numéro du compte ;
- du nom, des prénoms, date et lieu de naissance du titulaire ;
- de sa nationalité ;
- de sa profession ;
- de la date de son établissement au Togo.

Les intermédiaires agréés adresseront à la direction de l'économie et à la Banque Centrale, au plus tard le 15 janvier 1969, une liste des comptes étrangers en francs tenus par eux à la date du 31 décembre 1968 comportant les informations énumérées ci-dessus ainsi que celle du solde du compte à cette date.

Lomé, le 31 décembre 1968

*Le ministre des finances et de l'économie,*

B. Djobo

### CIRCULAIRE N° 26-MFE du 31 décembre 1968 à Messieurs les intermédiaires agréés

*Objet :* Domiciliation des exportations sur l'étranger et contrôle du rapatriement de leur produit.

L'article 10 du décret n° 68-216 du 24 décembre 1968, réglementant les relations financières avec l'étranger, a rendu obligatoire la domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé des opérations d'exportation à destination de l'étranger. (1)

La présente circulaire précise les modalités de cette obligation.

### TITRE I — Opérations soumises à domiciliation

Sont soumises à domiciliation auprès d'une banque intermédiaire agréée les opérations d'exportation à destination de l'étranger.

Par *étranger*, il faut entendre, aux termes de l'article 1 de l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968 déterminant les modalités d'application du décret n° 68-216 du 24 décembre 1968 précité, tous les pays autres que ceux énumérés ci-après :

(1) La liste des banques intermédiaires agréées est donnée par l'arrêté n° 408-MFE du 31 décembre 1968.

— France continentale — Corse — départements et territoires d'Outre-Mer de la République française (à l'exception du territoire français des AFARS et des ISSAS) et Principauté de Monaco ;

— Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine : Côte d'Ivoire — Dahomey — Haute-Volta — Mauritanie — Niger — Sénégal — Togo ;

— Autres Etats, dont l'institut d'émission dispose d'un compte d'opérations auprès du trésor français : Cameroun, République Centre Africaine, République du Congo, Tchad, Gabon, République Malgache, Mali.

Par dérogation, sont dispensées de l'obligation de domiciliation chez un intermédiaire agréé, les exploitations ci-après énumérées :

a) — les exportations contre remboursement faites par l'intermédiaire de l'administration des postes ;

b) — les exportations de caractère particulier énumérées à l'annexe A de la présente circulaire ;

c) — toutes les exportations de marchandises d'une valeur inférieure ou égale à 50.000 F. cfa ;

d) — les exportations sans paiement, celles-ci donnant lieu à une autorisation selon les dispositions du titre V de la présente circulaire.

## TITRE II — Constitution de dossiers de domiciliation d'exportation

La banque intermédiaire agréée auprès de laquelle est domiciliée une opération d'exportation ouvrira pour chacune d'elle un dossier sous chemise portant le nom de l'exportateur et un numéro d'ordre déterminé comme indiqué ci-après.

L'intermédiaire agréé tiendra un répertoire des dossiers d'exportation domiciliés chez lui où seront enregistrés :

— la date d'ouverture des dossiers ;

— un numéro d'ordre donné dans une série continue commençant par I, ce numéro d'ordre étant suivi des lettres E. X. ;

— le nom de l'exportateur ;

— la date d'apurement de l'opération.

La banque domiciliaire se fera remettre par l'exportateur :

— un « engagement de change », conforme au modèle ci-annexé, établi en quatre exemplaires ;

— une copie certifiée du contrat d'exportation.

Elle vérifiera l'exactitude des informations données sur l'engagement de change, portera sur les exemplaires de celui-ci le numéro du dossier de domiciliation de l'exportateur et la date de l'ouverture de celui-ci et y apposera son cachet ainsi que la signature d'un agent spécialement accrédité. Le premier exemplaire de l'engagement de change ainsi visé sera adressé à

la direction de l'économie, le deuxième sera remis à l'exportateur, le troisième exemplaire sera adressé à la Banque Centrale et le quatrième versé au dossier de domiciliation avec la copie du contrat d'exportation.

Seront également versés au dossier au fur et à mesure de leur remise à la banque :

— les attestations d'exportations concernant l'opération délivrées par le service des douanes ainsi qu'il est indiqué au titre III ci-après ;

— les avis de débit en comptes étrangers de la banque intermédiaire agréée correspondant au règlement de l'exportation domiciliée et toutes autres pièces attestant le rapatriement par l'exportateur du produit de son exportation ;

— éventuellement les pièces justifiant les versements effectués à l'acheteur étranger.

## TITRE III — Attestation d'exportation

Les exportateurs établiront, en quatre exemplaires conformes, au modèle annexé, une attestation d'exportation pour chacune des expéditions effectuées par eux.

Ces attestations seront soumises à la banque domiciliaire qui, après s'être assurée de la régularité des indications portées sur l'attestation, y portera le numéro du dossier de domiciliation, son cachet et la signature d'un agent pouvant engager la banque.

Les quatre exemplaires de l'attestation seront remis à l'exportateur pour être présentés au service des douanes en même temps que les marchandises exportées.

Après contrôle de la coïncidence des indications portées sur l'attestation et sur la déclaration relatives à la nature, la destination, la quantité, la valeur en douane et de facture des marchandises, le bureau des douanes portera, dans le cadre qui lui est réservé à cet effet, le numéro de la déclaration, le titre de déclaration, la date de dédouanement, son cachet et la signature d'un agent habilité.

Le bureau des douanes remettra à l'exportateur le quatrième exemplaire de l'attestation, adressera à la banque domiciliaire le troisième exemplaire, transmettra le deuxième exemplaire à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, et le premier exemplaire à la direction de l'économie. Ces deux dernières transmissions seront faites périodiquement sous bordereau indiquant le numéro des déclarations et le numéro du dossier de domiciliation portés sur les attestations.

## TITRE IV — Contrôle et apurement des opérations d'exportation

Au reçu des attestations douanières d'exportation, la banque intermédiaire enregistrera au verso de l'engagement de change les exportations qui lui sont imputées. Elle y enregistrera également le rapatriement du produit de l'exportation faite et tout paiement afférent à l'exportation.



A clôture de l'opération, après comp't et rapatriement du produit, la mention « apuré » sera portée sur la chemise du dossier et au répertoire d'enregistrement des dossiers de domiciliation d'exportation, avec indication de la date d'apurement.

Les dossiers seront conservés par la banque domiciliaire pour être tenus à la disposition de la direction de l'économie, du service des douanes et de la Banque Centrale.

#### TITRE V — Exportations sans paiement

S'agissant des exportations sur l'étranger ne donnant pas lieu à paiement les attestations d'exportations prévues au titre III ci-dessus, établies en quatre exemplaires, seront présentées au visa préalable de la direction de l'économie.

Lomé, le 31 décembre 1968

*Le ministre des finances et de l'économie,*

B. Djobo

#### ANNEXE A

*Exportations de caractère particulier dispensées de formalités de domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé.*

1° — Animaux, tels que chiens et chats, accompagnant leurs propriétaires en déplacement.

2° — Avitaillement d'aéronefs et provisions de bord :

a) livraisons de combustibles liquides ou de lubrifiants à des aéronefs togolais ou étrangers ;

b) marchandises (autres que combustibles liquides ou lubrifiants) embarquées au titre de l'avitaillement ou de provisions de bord sur des aéronefs togolais ou étrangers. Toutefois, la dérogation n'est pas applicable, s'il s'agit d'aéronefs étrangers, aux livraisons de marchandises prohibées.

3° — Carburants présentés lors de l'exportation temporaire des automobiles, motocyclettes appartenant à des personnes établies au Togo, ou lors de la réexportation des automobiles, motocyclettes appartenant à des personnes établies à l'étranger.

La dérogation s'applique aux carburants contenus dans les réservoirs normaux fixés à demeure sur les véhicules ainsi qu'aux carburants contenus dans des récipients auxiliaires dans la limite, pour ces derniers, d'une quantité de quarante litres pour les véhicules automobiles.

4° — Envois de matériels de propagande effectués par la direction de l'information.

5° — « Echantillons » au sens de la réglementation douanière (à l'exclusion des produits prohibés).

6° — Emballage ou récipients pleins qui servent de contenant, d'enveloppe, de support ou de tout autre conditionnement aux marchandises exportées, à la condition qu'ils répondent aux usages loyaux et courants du commerce.

Cette dérogation s'applique aux emballages extérieurs et intérieurs, à l'exclusion des emballages en métaux précieux.

Lorsque les marchandises exportées donnent lieu à présentation d'un titre d'exportation et que les emballages ne sont pas consignés, la valeur de ces emballages doit être reprise sur le titre.

7° — Foires et expositions ; marchandises étrangères réexportées après avoir figuré dans les foires ou expositions qui ont eu lieu au Togo.

8° — Mobiliers transférés à l'étranger par suite de changements de résidence, y compris les voitures automobiles particulières pour le transport des personnes, les motocyclettes et les cycles.

9° — Objets exportés par les voyageurs pour leur usage personnel.

10 — Objets exportés par les touristes étrangers ayant effectué un séjour temporaire au Togo.

La dérogation s'applique aux objets achetés par les touristes, dans la limite de leurs besoins personnels appréciés en fonction de leur condition sociale.

11° — Pacages : animaux qui vont pacager à l'étranger et dont la réimportation est garantie dans les conditions prévues par la réglementation douanière.

12° — Privilèges diplomatiques — La dérogation s'applique :

a) aux objets expédiés par des ambassadeurs, par des membres du corps diplomatique ou par des personnes étrangères bénéficiant de l'immunité diplomatique ;

b) aux objets expédiés à destination du corps diplomatique du Togo à l'étranger ;

c) aux voitures automobiles appartenant à des ambassadeurs ou à d'autres membres du corps diplomatique, immatriculées au Togo dans une série normale ou circulant au Togo dans les conditions prévues par la réglementation douanière.

13° — Renvois de marchandises aux expéditeurs étrangers : marchandises renvoyées aux expéditeurs étrangers sans avoir quitté la surveillance de la douane pendant leur séjour sur le territoire togolais.

14° — Véhicules automobiles : véhicules automobiles bénéficiant du régime de l'exportation temporaire dans les conditions prévues par la réglementation douanière.

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**ENGAGEMENT DE CHANGE****RELATIF A UNE EXPORTATION**

PAYS  
DE DESTINATION

Nom et adresse du déclarant

Marchandises facturées ou expédiées en consignation à :  
(nom et adresse complète)

**I. — DESIGNATION DES MARCHANDISES**

Numéro du tarif des douanes	Spécification de la marchandise telle qu'elle figure sur la déclaration d'exportation	Quantité exportée (poids net)	Valeur déclarée en douane (en francs CFA)

**II. — REGLEMENT FINANCIER DE L'EXPORTATION**

Le produit de l'exportation des marchandises désignées ci-dessus d'une valeur facturée de .....		En francs CFA (dans tous les cas)	En devises (si le contrat est en devises)
Facture n°		Sur la base d'un contrat (départ usine, F.O.B., C.A.F., etc.)	
Doit être rapatrié, sous les peines de droit et dans les conditions fixées par la réglementation des changes, par (1)			
Eléments de facturation (en francs CFA)	Valeur des marchandises (départ-usine)	Frais accessoires pris en charge par l'exportateur	
		au TOGO	A l'étranger
Nature de l'exportation (2)			

Je soussigné, certifie sincères et véritables les énonciations portées sur la présente formule.

Je m'engage sous les pénalités prévues par la réglementation en vigueur, à rapatrier dans le délai d'un mois de la date d'exigibilité du paiement, l'intégralité des sommes provenant de l'exportation visée ci-dessus.

— Date et signature.

(1) Nom et adresse complète de l'exportateur, responsable du rapatriement.

(2) Indiquer selon le cas : Exportation en vente ferme sans titre d'exportation, exportation en vente ferme avec titre d'exportation, exportation en consignation ou exportation temporaire.

**PARTIE RESERVEE A LA BANQUE INTERMEDIAIRE AGREEE**

Numéro du dossier  
de domiciliation

/E.X. ouvert le...

A APURER AVANT LE :

APURE LE :

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**ATTESTATION D'EXPORTATION**Numéro de code  
de  
l'exportateurPAYS  
DE DESTINATION

Nom et adresse du déclarant

Marchandises facturées ou expédiées en consignation à :  
(nom et adresse complète)**I. — DESIGNATION DES MARCHANDISES**

Numéro du tarif des douanes	Spécification de la marchandise telle qu'elle figure sur la déclaration d'exportation	Quantité exportée (poids net)	Valeur déclarée en douane (en francs CFA)

**II. — REGLEMENT FINANCIER DE L'EXPORTATION**

Le produit de l'exportation des marchandises désignées ci-dessus d'une valeur facturée de .....		En francs CFA (dans tous les cas)	En devises (si le contrat est en devises)
Facture n°		Sur la base d'un contrat (départ-usine, F.O.B., C.A.F., etc.)	
Doit être rapatrié, sous les peines de droit et dans les condi- tions fixées par la réglementation des changes, par (1)			
Eléments de facturation (en francs)	Valeur des marchandises (départ-usine)	Frais accessoires pris en charge par l'exportateur	
		au TOGO	A l'étranger
Nature de l'exportation (2)		Numéro du titre d'exportation	

Je soussigné, certifie sincères et véritables les indica-  
tions portées sur la présente formule.

Fait à , le

Signature du déclarant :

(1) Nom et adresse complète de l'exportateur, responsable du rapatriement.

(2) Indiquer selon le cas : Exportation en vente ferme sans titre d'exportation, exportation en vente ferme avec titre d'exporta-  
tion, exportation en consignation ou exportation temporaire.**BANQUE INTERMEDIAIRE AGREEE**Nom et adresse du guichet  
de banque domiciliaire

Date, signature et cachet

numéro du dossier  
de domiciliation

DOUANES du TOGO

BUREAU N°

DECLARATION N°

ENREGISTREE LE :

Signature

(cachet)

*CIRCULAIRE N° 27-MFE du 31 décembre 1968  
à Messieurs les intermédiaires agréés*

**OBJET** — Domiciliation bancaire des opérations d'importation et paiement des marchandises étrangères importées au Togo

Le décret n° 68-216 du 24 décembre 1968 réglementant les relations financières avec l'étranger a notamment :

— soumis à autorisation préalable les paiements à l'étranger (article 1<sup>er</sup>) ;

— prescrit la domiciliation auprès d'une banque intermédiaire agréée des opérations d'importation de marchandises étrangères (article 10) (a).

L'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968 (article 4) autorise les banques intermédiaires agréées à procéder à certains règlements et notamment à ceux relatifs :

- à la livraison de marchandises étrangères ;
- aux frais de tous genres relatifs au transport de marchandises ;
- au paiement d'assurances,

sous réserve de la production de toutes pièces justificatives permettant de s'assurer notamment de la réalité de l'opération et de son montant, de l'identité et de la résidence du donneur d'ordre et du bénéficiaire.

La présente circulaire a pour objet de préciser les modalités d'application de ces dispositions.

**TITRE I. — Opérations d'importation soumises à domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé.**

Sont soumises à domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé, toutes les opérations d'importation de marchandises étrangères à l'exception des suivantes :

- a) importations de marchandises contre-remboursement effectuées par l'entremise de l'administration des postes ;
- b) importations de nature particulière énumérées à l'annexe A de la présente circulaire ;
- c) importations de marchandises étrangères lorsque les paiements afférents à ces importations sont inférieurs ou égaux à 20.000 francs CFA, les règlements de ces opérations s'effectuant dans les conditions précisés au Titre II de la présente circulaire.
- d) importations sans paiement de marchandises étrangères, ces opérations devant être autorisées dans les conditions précisées au titre IX.

Par marchandises étrangères, il convient d'entendre les marchandises ayant pour origine des pays autres que ceux énumérés ci-après :

— France continentale — Corse — Départements et Territoires d'Outre-Mer de la République française (à l'exception du territoire français des AFARS et des ISSAS) et Principauté de Monaco ;

(a) La liste des banques intermédiaires agréées est donnée par l'arrêté n° 408-MFE du 31 décembre 1968.

— Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine : Côte d'Ivoire — Dahomey — Haute-Volta — Mauritanie — Niger — Sénégal — Togo ;

— Autres Etats dont l'institut d'émission dispose d'un compte d'opérations auprès du trésor français : Cameroun — République Centre Africaine — République du Congo — Tchad — Gabon — République Malgache — Mali.

**TITRE II. — Constitution des dossiers de domiciliation d'importation.**

La banque intermédiaire agréée auprès de laquelle est domiciliée une opération d'importation, ouvrira pour chacune d'elle un dossier sous-chemise portant le nom de l'importateur et un numéro d'ordre déterminé comme indiqué ci-après.

L'intermédiaire agréé tiendra un répertoire des dossiers d'importations domiciliées chez lui où seront enregistrés :

- la date d'ouverture du dossier ;
- le numéro d'ordre du dossier, donné dans une série continue commençant par 1, ce numéro d'ordre étant suivi des lettres IM ;
- le nom de l'importateur ;
- la date d'apurement de l'opération.

L'importateur devra présenter à l'intermédiaire agréé, deux copies certifiées conformes par lui, de la facture ou du contrat commercial établi par son fournisseur étranger.

L'intermédiaire agréé apposera le numéro du dossier sur les deux copies présentées, en restituera une à l'importateur et versera l'autre au dossier de domiciliation ouvert par lui.

Ce même dossier recevra les « attestations d'importations » délivrées par le service des douanes et afférentes à l'opération.

Il recevra également copies des pièces attestant l'acquisition des devises pour les paiements afférents à l'importation et éventuellement, au cas d'annulation de l'opération, de la cession des devises acquises en vue de son paiement.

**TITRE III. — Attestation d'importation**

L'importation effective des marchandises sera justifiée par une « attestation d'importation » délivrée par le service des douanes.

Lors de la présentation des marchandises en douane, les importateurs remettront à l'appui de leur déclaration une « attestation d'importation » (de modèle annexé) en 4 exemplaires, préalablement visés par la banque domiciliaire.

Après contrôle de la coïncidence des indications portées sur l'attestation et sur la déclaration, relatives à la nature, l'origine, la quantité, la valeur en douane et de facture des marchandises, le bureau des douanes portera dans le cadre qui lui est réservé à cet effet :

- le numéro et le type de la déclaration en douane ;
- la date de dédouanement ;

— son cachet et la signature d'un agent habilité.

Le bureau des douanes transmettra l'un des exemplaires de l'attestation à la direction de l'économie, un autre à la Banque Centrale, restituera les deux autres à l'importateur, dont l'un à remettre par celui-ci à la banque domiciliaire.

#### TITRE IV. — *Acquisition des devises en vue du paiement des importations.*

Les devises nécessaires au règlement des marchandises importées peuvent être acquises au comptant sur le marché des changes par l'intermédiaire agréé domiciliaire après ouverture régulière du dossier de domiciliation de l'importation et sur présentation des justifications suivantes :

a) si un crédit documentaire est ouvert : justification que la marchandise sera expédiée à destination du Togo dans un délai maximum de huit jours ;

b) si les marchandises ont été importées, leur importation ayant été certifiée par la réception par la banque de l'attestation d'importation, les devises pourront être acquises au plus tôt huit jours avant la date d'expiration du paiement fixée par le contrat commercial ;

c) s'il s'agit du versement d'un acompte : présentation du contrat stipulant qu'un acompte doit être versé avant l'importation ; les devises ne pourront être acquises qu'au moment du paiement de l'acompte.

En cas d'annulation pour un motif quelconque d'une opération d'importation à l'occasion de laquelle des devises auraient été achetées au comptant, la banque domiciliaire est tenue de procéder immédiatement à la retrocession des devises achetées.

#### TITRE V. — *Constitution de couverture de change.*

La constitution de couverture de change au comptant est autorisée s'agissant d'importation financée dans le cadre d'une ouverture de crédit documentaire.

Les couvertures de change à terme ne pourront être constituées par les importateurs que dans les conditions et pour les opérations qui seront déterminées par une circulaire ultérieure.

#### TITRE VI. — *Transfert à l'étranger en devises ou par le crédit d'un compte étranger en francs pour le paiement*

Le paiement de l'importation, par transfert de devises à l'étranger ou par le crédit d'un compte étranger en francs, ne peut être exécuté que sur présentation des justifications suivantes :

a) un crédit documentaire a été ouvert : avis du correspondant étranger que les documents d'expédition à

destination directe et exclusive du territoire douanier lui ont été présentés (1) ;

b) un effet accompagné des documents d'expédition est présenté à l'intermédiaire agréé (remise documentaire) : vérification par la banque que les documents portent bien sur les marchandises dont le paiement est demandé et que l'expédition en a bien été faite à destination directe et exclusive du territoire douanier, comme il est indiqué au paragraphe ci-dessus ;

c) dans les autres cas, dépôt par l'importateur de l'attestation d'importation visée par le service des douanes (sauf si cette pièce a été produite lors de l'acquisition des devises dans les conditions ci-dessus) ;

d) en ce qui concerne le paiement d'acompte, l'intermédiaire agréé ne peut exécuter le transfert qu'après en avoir obtenu l'autorisation de la direction de l'économie ; cette autorisation doit être demandée sur un imprimé « *autorisation de change* » prévu par la circulaire n° 28 du 31 décembre 1968 et accompagnée d'une lettre explicative de l'importateur et d'une copie du contrat commercial.

Il est rappelé que, dans tous les cas, une copie de l'avis bancaire de transfert doit être annexée au dossier de domiciliation sous le couvert duquel le transfert est effectué.

#### TITRE VII. — *Compte rendu d'exécution des paiements*

Tous les paiements effectués par la banque intermédiaire agréée au titre d'une importation domiciliée auprès d'elle donneront lieu à l'établissement, par elle, en deux exemplaires, d'une « *autorisation de change* » de modèle prévu par la circulaire n° 28 du 31 décembre 1968, l'un des exemplaires étant transmis à la Banque Centrale à titre de compte rendu de paiement sur l'étranger, l'autre classé au dossier de domiciliation.

#### TITRE VIII. — *Apurement et conservation des dossiers de domiciliation*

Lorsque les paiements afférents à une importation ont été intégralement exécutés, la banque intermédiaire agréée portera la mention « *apuré* » sur le dossier de domiciliation et sur le répertoire des dossiers de domiciliation tenus par elle.

(1) Les titres de transport doivent être :

— une lettre de voiture, si le transport est effectué par voie ferroviaire ou par voie routière ;

— un connaissement de mise à bord si le transport est effectué par voie maritime ou par la voie fluviale ;

— une lettre de transport aérien, si le transport est effectué par la voie aérienne.

Un récépissé de prise en charge par un transporteur (ou un transitaire) non-résident, non plus qu'un connaissement de réception au quai d'embarquement, ne peuvent être acceptés par la banque domiciliaire comme justification de l'expédition. Ces dispositions doivent être interprétées de la manière la plus stricte.

Les dossiers apurés ou non seront conservés par la banque intermédiaire agréée pour être tenus à la disposition de l'administration des douanes et de la Banque Centrale.

#### TITRE IX — *Importation sans paiements*

Les importations de marchandises étrangères ne donnant pas lieu à paiement en devises ou en francs, ou à compensation en nature seront effectuées sur présentation au bureau des douanes d'une « attestation d'importation » du type prévu au titre III ci-dessus, cette attestation, établie en trois exemplaires, ayant été préalablement visée par la direction de l'économie.

Lomé, le 31 décembre 1968

*Le ministre des finances et de l'économie,*

B. Djobo

#### ANNEXE A

*Importations de caractère particulier dispensées de formalités de domiciliation auprès d'un intermédiaire agréé*

1°) Abandons : marchandises abandonnées en douane et devenues propriété de l'Etat.

2°) Animaux, tels que chiens et chats, accompagnant leurs propriétaires en déplacement.

3°) Carburants présentés lors de l'importation temporaire des automobiles, motocyclettes d'origine étrangère, ou lors de la réimportation des automobiles, motocyclettes et bateaux immatriculés au Togo.

La dérogation s'applique aux carburants contenus dans les réservoirs normaux fixés à demeure sur les véhicules ainsi qu'aux carburants contenus dans les récipients auxiliaires, dans la limite, pour ces derniers, d'une quantité de cent litres par véhicule.

4°) Croix-Rouge : envois adressés à cet organisme directement et sans intermédiaire, admis en franchise.

5°) Dessins et plans industriels concernant des machines ou appareils ayant fait l'objet d'un titre d'importation, importés soit en même temps que les machines ou appareils auxquels ils se rapportent, soit séparément.

6°) Echantillons au sens de la réglementation douanière.

7°) Effets, vêtements, denrées et objets personnels importés par les voyageurs, admis ou non en franchise.

8°) Envois postaux et fret aérien, sans caractère commercial, admis en franchise.

9°) Epaves et marchandises naufragées vendues par la douane.

10°) Films impressionnés (contretypes, bandes sonores, copies positives, etc...) et matériel de publicité concernant ces films (bandes-annonces, photographies, affiches, etc...).

11°) Marchandises en dépôt ou non retirées des entrepôts dans les délais légaux, vendues aux enchères publiques par le service des douanes.

12°) Marchandises en retour.

13°) Marchandises saisies par l'administration des douanes.

14°) Mobiliers usagés et matériels agricoles importés par suite de déménagements ou recueillis par héritage, y compris les animaux, les véhicules automobiles et tous autres articles qui, bien qu'importés en même temps que le mobilier ou les matériels agricoles, ne bénéficient pas de la franchise douanière.

Les véhicules automobiles importés par suite de déménagements ne bénéficient toutefois de la dérogation que s'ils sont la propriété des intéressés depuis au moins un an.

15°) Oeuvres d'art originales importées par leurs auteurs.

16°) Pacages :

a) animaux étrangers venant au pacage au Togo ;

b) animaux togolais réimportés de l'étranger.

17°) Pacotille importée par les équipages des avions de transport dans la limite des quantités autorisées par l'administration des douanes.

18°) Pièces de rechange fournies gratuitement par les constructeurs étrangers en remplacement de pièces défectueuses.

19°) Privilèges diplomatiques : marchandises admises, en franchise sous couvert de l'immunité accordée aux membres du corps diplomatique.

20°) Propriétés limitrophes : récoltes (y compris les bois bruts) provenant de biens-fonds possédés à l'étranger par des personnes résidant au Togo et admises en franchise.

21°) Provisions importées par les frontaliers et admises en franchise.

22°) Trousseaux de mariage, cadeaux de mariage et trousseaux d'élèves étrangers.

23°) Véhicules de toutes catégories, importés temporairement au Togo dans les conditions prévues aux règlements douaniers.

24°) Si jugé utile, importations de courant électrique.



REPUBLIQUE TOGOLAISE

**ATTESTATION D'IMPORTATION**Nom et adresse du  
destinataire réelN° de code  
de  
l'importation

Régime

Origine

Provenance

VIA

N° du tarif des douanes :  
Spécification de la marchandise suivant les termes du tarifQuantités importées  
(poids net)Valeur déclarée en douane  
(en francs)**REGLEMENT FINANCIER**

Eléments de la valeur en douane (en francs CFA)

Valeur F.O.B.	Frais accessoires		Ajustement	Valeur en douane
	Transport	Autres		
Montant des factures en (1) .....				N° du titre d'importation (s'il y a lieu) (licence)
Facture F.O.B.	Facture CAF	Facture franco-dédouanée		

Je soussigné, certifie sincères et véritables les indications portées sur la présente formule.

Date : .....

Cachet et signature du déclarant : .....

(1) En devises ou en francs, selon le cas.

**BANQUE INTERMEDIAIRE AGREEE**

N° du dossier de domiciliation

Titulaire du dossier de domiciliation  
(s'il est différent du destinataire réel)Cachet et signature  
Banque domiciliaire

DOUANES du TOGO

BUREAU N°

DECLARATION N°

ENREGISTREE LE :

Signature

(cachet)

**CIRCULAIRE N° 28 du 31 décembre 1968 relative à l'exécution des transferts à destination de l'étranger à Messieurs les intermédiaires agréés**

Le décret n° 68-216 du 24 décembre 1968,

— soumet à autorisation préalable les opérations de change, mouvements de capitaux et règlements de toute nature entre le Togo et l'étranger ou entre un résident et un non-résident ;

— confie l'exécution des opérations autorisées à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ci-après dénommée Banque Centrale), à l'administration des postes et aux Banques agréées en qualité d'intermédiaires par l'arrêté n° 408-MFE du 31 décembre 1968.

Aux termes de l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre l'autorisation préalable des règlements est donnée par délégation du ministre des finances :

— à titre général et dans les limites fixées par l'arrêté précité, par les banques intermédiaires ;

— dans tous les autres cas, par la direction de l'économie.

La présente circulaire a pour objet de préciser la procédure d'autorisation et de contrôle des règlements sur l'étranger. Cette même procédure s'applique aux règlements effectués par crédit d'un compte étranger en francs, ouvert à un non-résident par une banque intermédiaire agréée au Togo.

Elle s'applique au transfert exécuté par l'intermédiaire agréé, tant pour le compte de sa clientèle que pour le compte d'un correspondant ou pour son propre compte.

**I. — Demandes d'autorisation de change**

Les demandes d'autorisation de transferts sur l'étranger devront être déposées par le demandeur auprès de l'intermédiaire agréé de son choix.

La demande devra être établie par le demandeur ou sur délégation de celui-ci par l'intermédiaire agréé, sur une formule de modèle ci-annexée, en :

— un original valant seule autorisation ;

— trois copies, l'une destinée à la Banque Centrale, la deuxième à la direction de l'économie, la dernière au demandeur (°).

Les demandes reçues par l'intermédiaire agréé sont enregistrées par celui-ci et numérotées en une série continue commençant par le chiffre 1 pour chacun de ses sièges ou agences, le numéro donné étant suivi des lettres A.C.

L'intermédiaire agréé se fera présenter ou s'il y a lieu, délivrer copie des pièces permettant de justifier de la nature de l'opération, du montant du transfert et de l'identité du demandeur.

(°) Si la banque recevant la demande charge de l'exécution du transfert une autre banque intermédiaire agréée, elle peut demander l'établissement de la formule en 6 exemplaires, le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> étant transmis à la banque exécutant le transfert, l'un pour ses archives, l'autre pour servir de compte-rendu d'exécution du transfert.

**II. — Demandes susceptibles d'être directement autorisées par l'intermédiaire agréé**

Si la demande présentée paraît à l'intermédiaire agréé justifiée et être dans les limites de la délégation d'autorisation qui lui est accordée par l'article 2 de l'arrêté n° 410-MFE du 31 décembre 1968, il porte sur la demande, dans le cadre prévu à cet effet, la mention « autorisé par délégation » et la fait suivre de la date et la signature d'un agent pouvant engager la Banque.

**III. — Demandes requérant l'autorisation de la direction de l'économie**

Si la demande n'entre pas dans les limites d'autorisations déléguées à l'intermédiaire agréé, celui-ci après avoir recueilli du demandeur les justifications nécessaires, adresse à la direction de l'économie les quatre exemplaires de la demande remplie et signée par le demandeur, accompagnée des pièces justificatives recueillies.

La direction de l'économie fait connaître sa décision par mention dans le cadre ad hoc des formules et les retourne à l'intermédiaire agréé.

Si la réponse est une demande de justifications complémentaires, celles-ci sont recueillies et transmises par l'intermédiaire agréé.

Si la décision est une autorisation de transfert, celle-ci peut être exécutée par l'intermédiaire agréé.

**IV — Compte rendu de l'exécution des transferts**

Après exécution du transfert demandé et dûment autorisé, la banque intermédiaire porte mention de la date et la modalité de cette exécution dans l'emplacement réservé à cet effet sur l'original de la demande qu'elle conservera en ses archives et sur les deux copies destinées, l'une à la direction de l'économie, l'autre à la Banque Centrale.

Les exemplaires destinés à la direction de l'économie et à la Banque Centrale leur seront transmis.

Les copies des autorisations de change exécutées par la banque intermédiaire agréée au cours des mêmes mois seront transmises à la direction de l'économie et à la Banque Centrale, au plus tard le dixième jour du mois suivant.

La direction de l'économie s'assurera que les autorisations données par l'intermédiaire entre bien dans le domaine de la délégation qui lui a été consentie ;

La Banque Centrale s'assurera que :

a) les transferts exécutés par crédit en compte de correspondant étranger trouvent leur justification dans le mouvement de ces comptes et l'évolution de leur solde que la Banque Centrale a mission de suivre en application de l'article 2 du décret n° 68-217 du 24 décembre 1968 relatif au contrôle de la position en francs et en devises des établissements bancaires et financiers vis-à-vis de l'étranger ;

b) les transferts exécutés par crédit de compte étranger en francs trouvent leur justification dans les mouvements de ces comptes.

Les modalités d'établissement et de transmission des autorisations de change qui lui sont destinées seront précisées, en tant que de besoin, par la Banque Centrale, par lettre aux intermédiaires agréés.

Lomé, le 31 décembre 1968

*Le ministre des finances et de l'économie,*  
B. Djobo

---

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

---

### CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

---

#### AVIS DE BORNAGE

---

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 30 juin 1969 à 8 heures il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé circonscription administrative de Lomé consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 7as 19cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par Doumassessé, au sud par une rue en projet, à l'est par Raphaël Eklou et à l'ouest par une rue en projet dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Saintou Raphaël agent de police à Atakpamé suivant réquisition du 2 mars 1966, n° 4946.

*Le conservateur de la propriété foncière,*

E. K. Dogbé

#### Récépissé de déclaration d'association

(N° 82-INT-APA du 14-1-69)

*Titre de l'Association :* « MIROIR DU MONDE »

*Buts :* a) — S'entraider, secourir ses membres réguliers en cas de maladie et de décès ;

b) — Organiser des jeux de tam-tam de Gbekon, Assidi, des fêtes et réjouissances diverses (théâtre, foot-ball, cantate, agbadja) ;

c) — Tenir des conférences n'ayant pas trait à la politique et utiliser à toutes fins utiles tous les moyens conformément aux lois et règlements en vigueur dans le but de diffuser ses activités.

*Siège social :* Lomé — Dogbéavoun-Bè Maison  
Gabianou Gabriel

*Pièces annexées à la déclaration :* Statuts et liste des membres du bureau-directeur.

---

#### NECROLOGIE

---

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de M. Awi Abalo, infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, survenu à Kouméa, le 25 novembre 1968.

---

